

THÈSE

378

PRÉSENTÉE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

MÉDECINE

Robert MONIN

ANCIEN EXTERNE DES HÔPITAUX

Né à Neuilly-sur-Seine le 28 décembre 1883.

La Dépopulation

Ses Rapports
avec les Théories Néomalthusiennes
ET
l'Avortement criminel

Président : M. le Professeur RIBEMONT-DESSAIGNES.

PARIS
LIBRAIRIE DES FACULTÉS DE MÉDECINE
OLLIER-HENRY

8. Rue Casimir-Delavigne, 8

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547120_0056

THÈSE

PRÉSENTÉE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

MÉDECINE

Robert MONIN

ANCIEN EXTERNE DES HÔPITAUX

Né à Neuilly-sur-Seine le 28 décembre 1883

La Dépopulation

Ses Rapports

avec les Théories Néomalthusiennes

ET

l'Avortement criminel



Président : M. le Professeur RIBEMONT-DESSAIGNES.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS DE MÉDECINE

OLLIER-HENRY

8. Rue Casimir-Delavigne, 8

1910

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen Professeurs.		M. LANDOUZY.
Anatomie		MM.
Physiologie		NICOLAS
Physique médicale.		CH. RICHET
Chimie organique et Chimie générale		GARIEL
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.		GAUTIER
Pathologie et Thérapeutique générales.		BLANCHARD
Pathologie médicale.		ACHARD
Pathologie chirurgicale.		WIDAL
Anatomie pathologique.		DEJERINE
Histologie.		LANNELONGUE
Opérations et appareils.		PIERRE MARIE.
Pharmacologie et matière médicale.		PRENANT
Thérapeutique		HARTMANN
Hygiène.		POUCHET
Médecine légale		GILBERT
Histoire de la médecine et de la chirurgie.		CHANTEMESSE
Pathologie expérimentale et comparée.		THOINOT
		CHAUFFARD
		ROGER
		HAYEM
Clinique médicale.		DIEULAFOY
		DEROVE
		LANDOUZY
Maladies des enfants.		HUTINEL
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale		GILBERT BALLE
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques		GAUCHER
Clinique des maladies du système nerveux.		RAYMOND
		PIERRE DELBET
Clinique chirurgicale.		QUENU
		RECLUS
		SEGOND
Clinique ophtalmologique.		DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.		ALBARRAN
		BAR
Clinique d'accouchements		PINARD
		RIBEMONT-DES-
		SAIGNES
Clinique gynécologique.		POZZI
Clinique chirurgicale infantile		KIRMISSON
Clinique thérapeutique.		A. ROBIN

Agrévés en exercice

MM.			
AUVRAY	CUNÉO	LAUNOIS	NOBÉCOURT
BALTHAZARD	DEMELIN	LEGENE	OMBREDANNE
BRANCA	DESGREZ	LEGRY	POTOCKI
BEZANÇON FERN.	DUVAL PIERRE	LENORMANT	PROUST
BRINDÉAU	GOSSET	LOEPER	RENON
BROCA ANDRÉ	GOUGET	MACAIGNE	RICHAUD
BRUMPT	JEANNIN	MAILLARD	RIEFFEL
CARNOT	JEANSELME	MARION	SICARD
CASTAIGNE	JOUSSET ANDRÉ	MORESTIN	ZIMMERN
CLAUDE	LABBE MARCEL	MULON	
COUVELAIRE	LANGLOIS	NICLOUX	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

378

A MA FEMME

A MON FILS

A MON PÈRE

LE DOCTEUR ÉDOUARD MONIN

Ancien interne en Pharmacie des Hôpitaux de Paris

*Avec toute la profonde vénération et la plus sincère
affection qu'un fils puisse témoigner
au meilleur des pères.*

A MA MÈRE

A MA GRAND'MÈRE

A MES BEAUX-PARENTS

MEIS ET AMICIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR RIBEMONT-DESSAIGNES

Professeur à la Faculté de Médecine

Accoucheur de l'Hôpital Beaujon

Membre de l'Académie de Médecine

Chevalier de la Légion d'Honneur

A MON MAÎTRE

MONSIEUR LE DOCTEUR DOLÉRIS

Chargé de cours cliniques de la Faculté

Accoucheur de l'Hôpital Saint-Antoine

Membre de l'Académie de Médecine

Officier de La Légion d'honneur

•

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX

M. LE DOCTEUR LUCAS-CHAMPIONNIÈRE

M. LE DOCTEUR ANDRÉ PETIT

Bénévolat (année 1903-1904)

M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ RÉNON

Stage (année 1904-1905)

M. LE PROFESSEUR QUÉNU

Externat (année 1905-1906)

M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ TEISSIER

M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ THIROLOIX

Externat (année 1906-1907)

A LA MÉMOIRE DE MON REGRETTÉ MAITRE

M. LE PROFESSEUR BRISSAUD

Externat (année 1907-1908)

M. LE PROFESSEUR DEBOVE

Externat (année 1908-1909)

M. LE DOCTEUR LAPOINTE

M. LE DOCTEUR WIART

Externat (année 1909-1910)

A MES AUTRES MAITRES DANS LES HOPITAUX

MM. LES PROFESSEURS AGRÉGÉS

DUVAL, SICARD, CASTAIGNE

MM. LES DOCTEURS

SIREDEY, VEAU, FUNCK-BRENTANO, RATHERY,
CHEVASSU, CAUCHOIS, LEMAITRE, LAFOSSE

INTRODUCTION

Le sujet que nous avons choisi comme thème de notre thèse est beaucoup plus social que médical, mais nous avons pensé qu'il serait en général, bien accueilli, car la question de la dépopulation de la France ne peut laisser indifférent aucun Français vraiment digne de son pays.

Nous sommes, en but, depuis quelques années, de la part de l'Etranger et en particulier de l'Allemagne, à des critiques que nous voudrions voir moins fondées. « Qu'attendez-vous pour parler de décadence, écrit le docteur Römmel, vous faut-il une forêt sur la place de la Concorde ! »

Cette phrase est bien placée sous la plume de qui l'écrivit. Quant à notre décadence, il nous sera permis de ne pas y croire encore.

Il nous semble cependant grand temps de lutter contre les mauvais conseils que répandent à plaisir un

petit nombre d'adeptes des théories Néomalthusiennes ; si la France leur est livrée, si la loi ne sévit pas contre eux, contre toute leur littérature, alors, nous serons, malgré nous, obligés de partager les sentiments des pessimistes qui se résument en deux mots : *Finis Galliae*.

« Ce qui me console, disait M. Jules Lemaitre, c'est que tout arrive en France cent ans avant de se produire dans les autres pays ».

Il n'en est pas moins vrai qu'en ce qui concerne le développement de la population, la crise qui sévit sur la France se traduira par un retard de cent ans sur la marche ascendante suivie par les autres peuples.

Nous ne voulons pas cependant désespérer, après avoir vu à l'œuvre tous ceux qui ont bien voulu nous aider et nous guider dans l'accomplissement de ce modeste travail, tous ceux à qui nous sommes heureux d'offrir, ici, avec tous nos souhaits de réussite dans la grande œuvre qu'ils ont entreprise, nos plus sincères remerciements.

PREMIÈRE PARTIE

La Dépopulation

ET

les Théories Néomalthusiennes

La Dépopulation et les théories Néomalthusiennes

L'accroissement de la population étant la base même de la vie d'une nation, ne peut laisser le médecin indifférent.

« Au point de vue le plus général, comme l'écrivait J. Garnier, la population est le but et le moyen de l'industrie humaine, car c'est en vue d'elle et par elle qu'a lieu la production, et c'est par elle encore que s'opère la consommation. »

A défaut de serment, c'est par son titre même que le médecin se constitue défenseur de la vie humaine, et si le but de toutes ses forces, de toute son instruction, de tout son dévouement doit être de chercher à préserver de la mort les existences humaines, de même tous ses efforts doivent tendre à assurer la perpétuité et la prospérité de la race.

Nous ne pouvons pas dire qu'en France, au sens

absolu du mot, la population décroît : bien au contraire, le peuple français a suivi depuis son origine une marche généralement croissante à part quelques périodes pendant lesquelles les guerres ou les épidémies dévastèrent une grande partie du territoire. Cependant depuis une dizaine d'années, les tendances à la procréation limitée se manifestent de plus en plus.

Il ne reste que peu de documents anciens relatifs aux statistiques de la population des Etats ; l'empire Chinois paraît être le premier qui ait songé à dénombrer ses habitants et 23 siècles avant l'ère chrétienne, les Chinois dressèrent un état de l'Empire, de ses habitants, de ses cultures, de son commerce, de ses impôts, et à partir du 12^e siècle (av. J.-C.) alors que l'Europe n'avait pas d'histoire, il renouvelait ses inventaires sociaux

Plus tard, les censeurs à Rome, inscrivaient les citoyens dans les classes et les centuries d'après leur rang et leur fortune.

En ce qui concerne la Gaule, nous en sommes réduits à des hypothèses sur le nombre de ses habitants avant la conquête Romaine.

Diodore de Sicile dit que les peuples de la Gaule les plus considérables comptaient au plus 200.000 âmes et pour le moins 50.000. C'est donc une estimation qui prête aux calculs les plus fantaisistes.

La moyenne de 100.000 âmes par peuple semble probable à M. Levasseur et la Gaule entière comprenait alors 60 peuples, savoir :

Novempopulanie	9	peuples
Celtique au sud de la Loire	14	—
Celtique au nord de la Loire	22	—
Belgique	15	
		60 peuples.

La Gaule entière comprenait donc ces quatre parties ; la Garonne séparait les Celtes des Aquitains qui occupaient la Novempopulanie d'Auguste et la Belgique s'étendait jusqu'à la Seine. Ces 60 peuples correspondraient alors à 6 millions d'habitants. Mais la Gaule entière dont parle César ne comprend pas la province Romaine, c'est-à-dire le bassin du Rhône jusqu'à Lyon, bordé à l'ouest par les Cèvennes et s'étendant même jusqu'à Toulouse. Si l'on applique ce même calcul aux 25 peuples de la Narbonnaise (Provence) on obtient 2 millions 1/2 d'habitants.

La gaule comptait donc à l'époque de César environ 8 millions d'habitants, soit 6.700.000 sur le territoire de la France actuelle.

Vinrent alors les invasions de barbares qui désolèrent le pays qu'avait civilisé Rome ; ce sont d'abord les Visigoths, les Bretons, les Francs Saliens qui vers l'an 250 ravagèrent de tous côtés le territoire. Puis plus tard les Huns, conduits par Attila dont l'histoire nous a conservé le souvenir comme d'une bande dévastatrice, le « fléau de Dieu », vers l'an 450.

« Si l'Océan tout entier avait inondé les campagnes gauloises, dit un poète du temps, l'inondation aurait laissé subsister plus de choses ». Et Grégoire de Tours dit aussi : « Les barbares emportèrent tant de butin, que

toute la contrée par laquelle ils avaient passé, paraissait déserte, sans habitants et sans troupeaux. Ils incendièrent, pillèrent sans merci. Ce fléau fut suivi d'une peste qui sévit si fortement sur les animaux qu'il en restait à peine un seul, et c'était une rareté d'apercevoir dans la campagne un cheval ou une vache ».

Après ces quatre cents ans d'invasion de guerres continuelles, nous arrivons à Charlemagne, qui acheva d'épuiser les provinces en levant des armées. C'est du VIII^e siècle que date le premier document français qui puisse nous être utile, le *Polyptyque de l'Abbé Irmiçon* qui ne porte que sur le domaine de Saint-Germain-des-Prés. D'après ce document, plusieurs savants pensent pouvoir fixer à 8 ou 10 millions d'habitants la population française, au temps de Charlemagne.

Pendant les cinq siècles qui suivirent, la population semble avoir augmenté sous le régime féodal ; avec la « trêve de Dieu » l'industrie et la culture renaissent, les villes se repeuplent. Jusqu'à la guerre de cent ans, la population semble avoir acquis la plus grande densité à laquelle elle soit parvenue jusqu'à Louis XIV.

Cette opinion s'appuie sur un document qui date du début du XIV^e siècle, soit de 1301, soit de 1328. C'est l'État des : « *Paroisses et Feux de baillage et sénéchaussées de France* », dressé pour l'usage des officiers de finance du roi. Voltaire parle de ce document et dit que l'auteur portait à 8 millions le nombre des feux en France et qu'il estimait, lui-même, chaque feu, à 4 1/2 habitants, ce qui donne 36 millions d'habitants. Ce nombre de feux a été interprété très diversement par les

auteurs et les économistes ; mais il est certain que la France fut à ce moment très peuplée et M. Levasseur admet qu'elle pouvait compter 20 à 22 millions d'habitants avant le début de la guerre de Cent-Ans — 1337-1453.

Cette guerre, qui dura en réalité plus d'un siècle, arrêta ce développement, et désola la France comme l'avaient fait les invasions germaniques.

Par conséquent, après le XIII^e siècle qui fut l'apogée de cette période, recommença un siècle de guerres et de dévastations qui réduisit considérablement la population. La peste noire sévit aussi sur la France, et si l'on en croit Froissart, « *la tierce partie du monde mourut* ». La France servit de champ de bataille à la lutte de Philippe IV contre Édouard III d'Angleterre et les documents qui nous racontent les États généraux de 1484, nous montrent les députés se plaignant de la misère et de la désolation des campagnes inhabitées. Le pays se rétablit encore une fois peu à peu dans la seconde moitié du règne de Charles VII et de ses premiers successeurs ; mais arrivèrent les guerres d'Italie (1494) qui entraînèrent de nouveau les Français loin de leur pays. Cependant le début du XVI^e siècle fut relativement prospère sous les règnes de François I^{er}, Henri II, Henri III.

Pendant cette période de la Renaissance, le pays put vraisemblablement réparer en grande partie les pertes cruelles que lui avait infligé la période précédente. Un contemporain de Henri III, Froumenteau, a publié sous ce titre : « *Le Secret des Finances du Roy* ».

un essai de statistique. L'auteur évalue le nombre total des paroisses ou clochers du royaume à 132.000, et celui des familles à 3.500.000. En comptant la famille de quatre personnes, cela nous donne quatorze millions d'habitants pour le royaume, ce qui correspondrait à vingt millions pour notre territoire actuel.

C'est la seule appréciation qui puisse être fondée sur un document entre les années 1328 et 1700.

Il est vrai que Froumentau est un statisticien fort aventureux qui ne recule devant aucun calcul, puisqu'il dressa un tableau du résultat des guerres, ainsi conçu :

765.000	occis.
12.300	femmes violées. .
9	villes brûlées.
252	villages brûlés.
4.256	maisons brûlées.
124.000	maisons détruites.
4.750.000.000	de livres tournois levées sur le pays.

Sa statistique de population est peut-être tout aussi fantaisiste que celle-ci, car il a soin d'ajouter : « *A propos des filles et des femmes violées, la preuve est plus patente que je ne voudrais et l'on pourrait doubler, voire quadrupler le nombre.* »

Cette période de la Renaissance mérite de nous retenir quelques instants. Le moyen âge est fini : l'Etat avait déjà revêtu une forme nouvelle, et de celle qui l'avait enveloppé, il ne restait plus que des débris. Les esprits retenus dans les liens de l'idée ancienne faisaient effort pour les briser.

« Cette révolte contre les vieilles dominations, dit M. Duruy, a reçu son vrai nom, « La Renaissance ». C'est le réveil radieux de la raison humaine, le prin-

temps de l'Esprit. Après un rude et long hiver, voici la terre qui se ranime au soleil du renouveau. Une sève généreuse circule dans son sein ; elle se pare d'une végétation capricieuse, mais féconde, qui recouvre et cache le vieux sol, en s'appuyant sur lui, comme ces plantes vigoureuses, qui, nées au pied d'un chêne antique, l'embrassent et le tuent sous l'étreinte de leurs rameaux plus jeunes. Tout est renouvelé, arts, sciences, philosophie, et le monde, arrêté pendant deux siècles dans les bas-fonds qu'il a trouvés au bout de sa route à travers le moyen-âge, se remet en marche pour remonter dans la lumière et dans l'air pur. »

« Oh siècle ! s'écrie Ulrich de Hutten, les lettres fleurissent, les esprits se réveillent : c'est une joie de vivre ! »

Les moins philosophes ont le sentiment de cette renaissance de l'esprit.

« Le monde rit au monde, dit Marot ; aussi est-il en sa jeunesse. » Tous les arts regurent de François I^{er} une libérale et puissante protection.

La vue des somptueux palais d'Italie où les guerres avaient conduit nos armées, initia les Français au luxe des habitations ; de multiples châteaux se bâtirent en peu de temps ; les hommes commencèrent à vouloir jouir de la vie autrement que n'avaient fait tous leurs prédécesseurs.

Les artistes retournèrent à l'antiquité, c'est-à-dire aux choses humaines, au beau, au vrai, à l'indépendance d'esprit, à ce rationalisme enfin, qui après avoir été la loi de la civilisation gréco-latine, allait devenir celle des sociétés modernes.

Pendant toute cette période qui s'étend jusqu'à Hen-

ri IV, Louis XIII et le début du règne de Louis XIV, le pays put donc se ressaisir et la population augmenta.

Mais vinrent les guerres de Louis XIV et surtout la révocation de l'Édit de Nantes ; ce fut encore une époque troublée et en 1685, le duc de Beauvilliers qui se préoccupait du mauvais rôle joué par la révocation de cet Édit qui avait chassé de France un assez grand nombre de protestants, prépara avec Vauban et Fénélon un questionnaire qu'il adressa à tous les intendants.

Vauban dressa en 1704 et publia en 1707 la « Dîme Royale » où se trouve le tableau de la population par généralités et arriva au total de 19.064.146 habitants pour le royaume.

En supposant la même densité de population aux provinces devenues française, dit M. des Cilleuls, ce chiffre devrait être porté à 21 millions pour le territoire de la France actuelle.

En 1754, Mirabeau, le père, publia un ouvrage intitulé : *l'Ami des Hommes*, ou *Traité de population*, dans lequel il n'hésitait pas à affirmer que la population de toute l'Europe était en décroissance. « La vraie cause de la dépopulation, c'est la décadence de l'Agriculture et le luxe des habitants », disait-il.

Tout son livre, emprunt de la plus franche bonhomie, se lamente sur les goûts de luxe et de dépenses qui règnent en maître sur la grande ville ; s'il se plaint de voir les campagnes se dépeupler, que dirons-nous de nos jours ? Il ne faisait alors que pressentir la diminution de la natalité à une époque où les recensements étaient encore à peu près inconnus.

La fin du règne de Louis XIV fut désastreuse : Guerre de succession d'Espagne ; Famine de 1709. La population devait être tombée au-dessous des 19 millions qu'avait fourni le travail de Vauban. Forbonnais estime qu'elle était de 16 à 17 millions à l'époque de la Régence du duc d'Orléans, ce qui correspondrait à 18 millions pour notre territoire.

Le règne de Louis XV releva l'industrie et l'agriculture et la population s'accrut de nouveau. Vers 1770, il semble y avoir eu environ 24 millions d'habitants et en 1789, 26 millions d'après Necker dans son ouvrage : *De l'administration des Finances*. Ce recensement s'appliquait alors à la France telle qu'elle était, sans le Comtat Venaissin, Nice et la Savoie, mais avec toute la Lorraine et l'Alsace.

Par conséquent il nous semble donc juste de dire que la population française n'a pas décréu et si notre état démographique va s'abaissant cela tient à ce que nous n'avons pas suivi une marche si rapidement ascendante que les autres pays. La France s'est arrêtée de procréer.

Au commencement du XIX^e siècle, la population totale de l'Europe était de 98 millions d'habitants et la France en comptait, comme nous l'avons vu, 26 millions.

En 1906, la population Européenne était d'environ 400 millions d'habitants et la France n'en comptait plus que 39.250.000. En cent ans, son chiffre proportionnel est donc descendu de 28 à moins de 10 o/o.

Nous pouvons donc récapituler toute l'histoire de la population française en un tableau qui montre plus

aisément quel fut son développement, et quelle est actuellement sa tendance à décroître.

EPOQUES	Nombre d'Habitants sur le territoire de la France tel qu'il est aujourd'hui.
Gaule barbare à l'époque de César	6.700.000
Gaule romaine sous les Antonins	8.500.000
Gaule carolingienne (Charlemagne)	8 à 10 millions.
France dans la 1 ^{re} moitié du XIV ^e siècle	20 à 22 millions
France vers la fin du XVI ^e siècle	20 millions
France vers 1700	21.136.000
France vers 1715	18.000.000
France vers 1770	24.500.000
France en 1789	26 millions
1 ^{er} Empire 1815	29.107.425
Louis XVIII, 1821	30.624.209
Louis Philippe 1831	32.569.223
— 1836	33.540.910
— 1841	34.230.178
— 1846	35.401.500
2 ^{me} République 1851	35.783.179
2 ^{me} Empire 1856	36.039.364
— 1861	37.386.313
— 1866	33.192.064
3 ^e République, 1870	36.162.921
— 1876	36.905.788

perte de territoire

EPOQUES	Nombre d'Habitants sur le territoire de la France tel qu'il est aujourd'hui
— 1881	37.672.048
— 1886	37.930.759
— 1791	38.343.192
— 1896	38.517.332
— 1901	38.961.945
— 1906	39.270.000
— 1907	39.222.000
— 1908	39.267.000
— 1909	39.252.245

Il est important de signaler que l'annexion de l'Alsace Lorraine nous a coûté 1.961.143 hab.

Auxquels il faut ajouter pour les morts et la diminution des mariages causés par la guerre 365.905

Total 2.331.048

Mais, si maintenant, nous comparons la marche suivie par la population de la France, avec celle qu'ont suivie les Etats Européens, nous allons nous rendre compte du colossal retard qui nous sépare des pays qui nous entourent et semble menacer l'avenir de notre nation

	Vers 1850	Vers 1900	Augmentat.	o/o
France (territoire actuel)	35.260.000	38.961.000	3.701.954	11
Grande Bretagne . .	27.369.000	41.484.219	14.115.219	51
Allemagne (territoire actuel). . .	35.397.000	56.345.014	20.948.014	71
Autriche-Hongrie (territoire actuel). .	30.727.000	45.314.407	14.587.406	43
Russie (Finlande comprise). . . .	66.714.000	128.896.628	62.183.638	94
Italie (territoire ac- tuel.)	23.617.000	32.449.754	8.883.754	35

Pendant cette même période de 50 années, la France a gagné 3.500.000 habitants, soit 70.000 par an, pendant que l'Allemagne en gagnait 21.000.000 soit 420.000 en un an.

La France a donc acquis en 6 ans ce que l'Allemagne produisait en une seule année.

Il existe trois facteurs directs de population qui se résument en ces trois termes :

NATALITÉ — NUPTIALITÉ — MORTALITÉ.

Il importe donc de rechercher lequel influence notre retard sur les autres peuples.

Est-ce le recul de l'âge moyen de la vie ; est-ce, au contraire, comme on l'a dit, notre tendance à devenir un pays de célibataires et de fils uniques ?

C'est en consultant les statistiques que nous allons

nous en rendre compte. Or ces statistiques n'ont été établies régulièrement que depuis 1801.

Si nous rapportons le chiffre proportionnel de décès pour 1000 habitants depuis un siècle, nous voyons qu'il était :

en 1810	24,6	
1814	29,3	Année d'invasion.
1819	26,2	
1828	26,0	
1832	28,5	Choléra.
1836	22,3	
1845	21,2	
1849	27,3	Choléra.
1855	27,4	Choléra. Guerre de Crimée.
1859	27,9	
1865	24,0	
1870	28,3	Guerre. Invasion.
1871	34,8	— —
1872	21,9	
1876-1880 .	23,7	
1901-1906 .	17,9	

Le nombre des décès va donc en diminuant, surtout depuis une dizaine d'années.

La moyenne de la vie humaine va de même en augmentant.

Elle était de	31 ans en 1820
	38 ans en 1870
	43 ans en 1899
	45 ans en 1907

En outre, le coefficient de notre mortalité est à peu près le même que celui des pays voisins, soit 194 pour 10.000 habitants.

Ces chiffres tiennent surtout à la moindre mortalité infantile ; par conséquent en France, comme ailleurs, les conditions d'hygiène se sont beaucoup améliorées.

Notre dépopulation ne tient donc pas à une augmentation de la mortalité. Toutes les statistiques nous montrent le contraire.

Si nous examinons la question de la nuptialité nous voyons que les mariages ne sont pas moins nombreux qu'autrefois. Bien au contraire, ils ont augmenté et si en 1806 par exemple, pour une population de 26 millions d'habitants, nous trouvons 210.000 mariages dans une année, nous en avons actuellement 316.000 pour 39.000.000, d'habitants au lieu de 282.000 si le rapport s'était maintenu dans les mêmes proportions.

En 1906, en effet nous pouvions compter 307.088 mariages et 315.000 en 1907.

La proportion des nouveaux mariés, par rapport à la population générale va donc en augmentant. Elle a été de 15,3 pour 1000 en 1904, de 15,6 en 1906, de 16,0 en 1907 et de 16,1 en 1908.

Cependant le coefficient de la nuptialité est en France inférieur à celui de l'Allemagne et de l'Autriche, supérieur à celui de l'Italie et à peu près égal à celui de l'Angleterre.

Par conséquent, en ce qui concerne les mariages nous ne sommes pas dans de mauvaises conditions par rapport aux peuples voisins.

Reste alors à examiner la question de la natalité et c'est là que nous allons trouver la véritable cause de notre dépopulation.

Si nous considérons la statistique des naissances depuis un siècle pour 1.000 habitants nous voyons qu'il y avait :

de 1801 à 1810	— 32,2
1811 à 1820	— 31,6
1821 à 1830	— 30,8
1831 à 1840	— 29,0
1841 à 1850	— 27,4
1851 à 1860	— 26,3
1861 à 1870	— 26,3
1871 à 1880	— 25,4
1881 à 1890	— 24,0
1891 à 1900	— 23,5

Depuis 1900 :	En 1901	23 —
	1902	22,6
	1903	22,1
	1904	21,9
	1905	21,6
	1906	20,6
	1907	19,7
	1908	21,1
	1909	19,6

C'est ainsi que le coefficient de la natalité pour 1000 individus est tombé de 32, à 19.

Il est encore à noter que pendant l'année 1907, le chiffre des décès fut supérieur au chiffre des naissances de 19.920.

En 1908, nous avons eu un excédent de naissances de 46.441. Ce chiffre semble de bon augure, mais cependant, pendant cette même année, l'Allemagne donnait un excé-

dent de 850.000 naissances et l'Angleterre de près de 400.000.

En 1909, l'excédent des naissances sur les décès n'est que de 13.424 pour une population de 39.252.245 habitants. Il ne faut pas non plus oublier que nous comptons dans ce recensement un assez grand nombre d'étrangers, qui vivent sur notre sol et dont le nombre s'accroît rapidement.

Nous en comptons en :

1851 — 379.289

1861 — 506.381

1872 — 740.668

1881 — 1.001.099

1891 — 1.101.798

Ces chiffres ont certainement encore augmenté dans ces dernières années, ce qui n'est pas à notre honneur, car c'est le commencement d'une invasion déguisée. « Quant une nation grandissante en coudoie une plus clairsemée, formant centre de dépression, écrit le Dr Römmel, il se produit un courant d'air, vulgairement appelé invasion, phénomène pendant lequel la loi et la morale sont mises provisoirement de côté, car la politique des races est impitoyable. »

Quelles sont donc les causes de notre moindre natalité, de cette pauciparité, comme le disait le Dr Jullien, de cette dépopulation.

Elles sont nombreuses et diverses, si nous en croyons tous les auteurs qui ont écrit sur cette question, non seulement d'ordre économique, mais d'ordre moral et social.

Ce seront, pour nous, les causes indirectes sur lesquelles nous ne pourrons insister que peu longuement, pour en arriver aux causes qui influencent directement la natalité à notre époque, nous voulons parler des théories néomalthusiennes, conseillant la prophylaxie anticonceptionnelle et l'avortement criminel librement pratiqué.

Cependant, avant de réfuter ces nouvelles théories, il nous semble indispensable de nous occuper des causes premières que nous avons signalées, car si la ligue néomalthusienne fait de rapides progrès, c'est parce qu'elle trouve en France des esprits préparés à s'adapter aux idées qu'elle professe, et cette disposition d'esprit est la conséquence des modifications sociales et morales qu'a subi le peuple français depuis plusieurs siècles.

Mirabeau écrivait dans « *L'ami des Hommes* » en 1754 :

« Soit : chacun a son état et doit se conformer aux mœurs de son temps, c'est bien dit ; mais il s'ensuit que ce marchand qui dort aujourd'hui la grasse matinée et se fait remplacer dans sa boutique par un garçon de surcroît chèrement loué, dont la femme porte couleurs, rubans, dentelles et diamans, au lieu du noir tout uni qu'elle ne mettait encore qu'aux bons jours ; qui brûle de la bougie (quoique feu M^{me} la Duchesse de Bourgogne avouait n'en avoir vu dans son appartement que depuis qu'elle était en France) qui prend son café et fait journellement sa partie de quadrille ; il s'ensuit, dis-je, que ce marchand, obligé pour vivre selon son état, de fournir toutes ces choses à sa

très digne moitié, et de son côté de figurer comme les autres (car c'est le mot) peut en conscience prélever cette dépense sur les fournitures. Il faut encore qu'il gagne de quoi faire à ses enfants, élevés dans ce train là, un établissement à peu près pareil à sa propre fortune ; on sent à quel taux tout cela porte le prix de la main d'œuvre.

Même calcul pour l'artisan, même, qui pis est, pour le fabricant ; ce qui porte le prix de nos ouvrages et marchandises à un taux que les étrangers, obligés de payer argent comptant, trouvent encore plus rude que les citoyens qui laissent le tout à payer à leurs enfants, abus qui petit à petit oblige les Danois eux-mêmes à se faire des manufactures et à se passer de nous.

Si le mépris et l'oubli de toute économie ouvrent la porte à mille inconvénients dont je ne fais qu'ébaucher quelques-uns, un des plus considérables est le défaut de sobriété. On n'en connaît plus dans cette ville bruyante où le « *sui profusus, alieni appetens* » est devenu la devise de tout le monde, du plus grand au plus petit. Outre que la consommation intérieure a sextuplé partout, la partie du peuple destinée au travail, dépense tout son gain en parties, courses et guinguettes. Chaque bourgeois, commerçant, artisan même un peu aisé, a sa maison de campagne où tout va par écuelles, comme l'on dit. Les ouvriers du premier ordre, comme jouaillers, orfèvres et autres, font les dimanches et fêtes des dépenses en collations où les vins muscats, étrangers, ne sont pas épargnés. Les femmes et filles de ce genre de société y assistent et donnent le ton ; tout

s'y consomme. Et si quelque jeune ouvrier plus sensé veut éviter ces sortes de dépenses, la coutume contraire a tellement prévalu, qu'il se verrait isolé et frappé d'une sorte d'excommunication parmi les gens de sa profession. Le bas artisan court à la guinguette, sorte de débauche protégée, dit-on, en faveur des Aides. Tout cela revient ivre et incapable de servir le lendemain. Les maîtres artisans savent bien ce que c'est, pour les garçons, que le samedi court jour, et le lundi lendemain de débauche ; le mardi ne vaut pas encore grand chose ; et s'il se trouve quelque fête dans la huitaine, ils ne voient pas leurs garçons de toute la semaine. »

Si Mirabeau présentait il y a un siècle, la crise qui sévit actuellement en France, il est probable que les hommes évoluaient déjà depuis de longues années vers cet avenir meilleur, cette vie de jouissances et de luxe qui est bien la vraie cause de notre faible natalité, et dont l'origine remonte à l'époque de la Renaissance.

En nous plaçant au point de vue social, nous pouvons donc dire que si les Français n'ont pas d'enfants, c'est qu'ils ne veulent plus en avoir. Notre race est tout aussi vigoureuse qu'autrefois ; les mariages ont augmenté mais la natalité décroît.

Nous en avons pour preuve la moyenne des enfants par ménage établie depuis 1800 :

Elle était en 1800 de 4,24 enfants par ménage.

—	en 1820 de 4,08	—	—
—	en 1840 de 3,26	—	—
—	en 1860 de 3,04	—	—
—	en 1880 de 3,09	—	—
—	en 1900 de 2,95	—	—
—	en 1907 de 2,46	—	—

Nous glissons donc sur une pente rapide et si nous tenons compte de la mortalité infantile, ce chiffre doit être encore abaissé.

Ce qui ruine, au premier titre, l'état démographique de la France, c'est le nombre de ménages sans enfants ou n'ayant qu'un ou deux enfants. Trois enfants sont presque une exception, quatre une rareté.

Pourquoi donc les Français s'arrêtent-ils de procréer ? Faut-il invoquer des causes d'ordre général, ou bien des causes particulières se rapportant à la vie de chaque individu ?

Nous pensons que ces deux ordres de raison sont à examiner tour à tour et que c'est bien aux modifications de notre état social préparées depuis longtemps qu'il faut se reporter pour y trouver les causes de cette procréation limitée.

Certains économistes, comme M. Cauderlier, ont essayé de l'expliquer par les causes matérielles, admettant que la population s'accroît ou diminue suivant les rapports entre les ressources et les besoins. D'autres, comme Quételet, posent comme règle absolue que le nombre des mariages et des naissances est en raison

directe du bon marché des subsistances, ce qui nous paraît vrai dans une certaine mesure, car il est aussi certain que la paix est un facteur puissant de repopulation, comme nous avons pu le voir précédemment.

Si nous consultons d'autres auteurs, comme Le Play, Alfred des Cilleuls, Leroy Beaulieu, Charles Gide, nous voyons qu'ils ont attribué à l'oubli des pratiques et des croyances religieuses, et à la campagne menée contre l'idée de patrie, les causes de cette moindre fécondité.

« Quand l'idée de divinité disparaît des sociétés, écrit M. Clément, c'est l'Etat qui la remplace, supprimant chaque jours davantage les initiatives et l'énergie de chacun, se substituant à la famille et aux groupements naturels. La France souffre de ce mal qui a conduit à sa ruine l'antiquité païenne. Tout se rapportait alors au droit de la cité.

« Dans notre pays ces idées ont été propagées depuis la Renaissance et elles forment actuellement la base de toutes les doctrines révolutionnaires depuis le collectivisme, jusqu'au socialisme d'état, dont l'un veut attirer à lui toute propriété individuelle et dont l'autre, tout en laissant chacun maître apparent de son patrimoine, cherche à s'emparer, en les monopolisant de toutes les sources de travail et d'activité. Sous un tel régime, le désir de la fécondité ne peut que diminuer, car l'individu s'absorbe peu à peu dans une sorte de panthéisme social où sa volonté disparaît. »

L'Eglise conseillait évidemment le « *Crescite et Multiplicamini* » de la Genèse et pendant longtemps,

les esprits pieux se sont tenus pour obligés de respecter les ordres divins. Ils y puisaient une force particulière pour supporter pendant leur vie les durs labeurs et les privations, ayant la promesse d'une récompense future. Cette autre parole : « *Dicu bénit les nombreuses familles* » transmise par la tradition, ne pouvait qu'encourager à la procréation.

L'idée de divinité disparaissant, les hommes n'ont plus cet adjuvant moral qui les portait à se reproduire. La promesse de la vie future disparaît aussi et le seul but de la vie humaine devient de jouir en égoïste. Au culte de l'être divin succède l'« *auri sacra fames* » et ce besoin de luxe et de jouissances qui caractérise l'esprit actuel.

La négation de l'idée de patrie, découle pour les auteurs que nous avons cités, du mépris des principes religieux.

Tant que le Français a voulu la France grande et son influence prépondérante dans les rapports internationaux, il a procréé pour assurer la paix intérieure et la perpétuité de la race. Du jour où la patrie lui est devenue chose indifférente, le Français est devenu égoïste et la natalité s'est abaissée.

« Ni Dieu, ni maître, ni patrie, disent-ils, c'est là qu'il faut chercher la cause véritable de notre dépopulation ».

Cependant la religion donnait l'exemple du célibat et de la chasteté.

Tertullien, entre autres, s'exprimait ainsi dans son exhortation à la Chasteté.

« L'embarras d'avoir des enfants devrait suffire pour

nous faire rester célibataires puisque les lois humaines obligent les pères à les élever, parce qu'elles ont prévu qu'aucun homme sage ne voudrait s'en charger de plein gré. »

Cependant il est loin de conseiller l'avortement, lorsqu'il déclare que c'est un homicide : « Conceptum in utero, dum adhuc sanguis in hominem delabitur, occidere non licet, » et ailleurs :

Homo est qui futurus est

Nous ne croyons cependant pas qu'il faille attribuer aux idées religieuses une trop grande part dans la diminution de la natalité. Depuis plusieurs siècles, le coefficient de la natalité va s'abaissant et à ce moment les esprits étaient encore très religieux ; pour ce qui nous concerne actuellement, nous pouvons dire qu'il existe des familles très pieuses ayant beaucoup d'enfants ; mais nous pouvons de même compter des familles de libres penseurs possédant 8 ou 9 enfants, et il est facile de vérifier que bien des femmes qui sont à la tête d'œuvres philanthropiques et religieuses dont le but est de venir en aide aux nombreuses familles pauvres, n'ont quelquefois pas d'enfants ; la considération qui s'attache à leur rang et à leur fonction dans ces sociétés flatte leur amour propre, mais s'il leur fallait procréer elles-mêmes une nombreuse famille, nous n'en trouverions qu'un très petit nombre qui voulut bien y consentir.

Bien que, en général, les conseils religieux fussent

favorables à la natalité, depuis de longues années ils n'ont pas été suivis et combien voyons-nous de familles, dites religieuses, n'avoir qu'un unique enfant. Nos maîtres nous ont raconté une quantité d'anecdotes que nous ne pouvons rapporter ici en détail ; ce sont des jeunes filles ne se mariant qu'à la condition de ne pas avoir d'enfants, des belles-mères venant demander de faire disparaître une grossesse commençante chez leur fille, et cela dans des familles qui aux yeux du monde sont tout-à-fait pratiquantes en matière de religion. Par conséquent l'idée dominante est la même chez la majorité des Français, esprits pieux ou libres-penseurs : *Ne pas avoir beaucoup d'enfants* et l'affaiblissement actuel des pratiques religieuses est une raison d'ordre moral qui ne peut avoir influencé que pour un très petit nombre leur tendance naturelle à procréer.

Autrefois, les couvents cherchaient à attirer vers eux, l'intelligence et la richesse, puisque les membres de la congrégation leur apportaient leur fortune personnelle qui restait au couvent après leur mort ; c'était bien par leurs exemples et leurs conseils les apôtres du célibat. Nous ne pouvons insister plus longuement ici sur cette question.

Nous croyons être plus près de la vérité lorsque nous disons que les modifications sociales profondes qui se sont opérées dans notre pays depuis plusieurs siècles et surtout depuis une centaine d'années, sont *la cause et non l'effet* de cette évolution morale et que la baisse de notre natalité doit plutôt reconnaître à son origine une

série de raisons d'ordre social que nous allons rapidement examiner.

« La diminution des naissances, en France, dit le Dr J. Bertillon, paraît le résultat nécessaire de l'exhaussement du niveau des couches inférieures de la Société, appelées à la propriété et à une aisance relative; mouvement qui change les prolétaires, c'est-à-dire les faiseurs d'enfants, en propriétaires, c'est-à-dire en hommes très intéressés à conserver leur patrimoine dans son intégrité et ne prévoyant qu'avec peine son démembrement après eux. »

C'est la même théorie que celle de M. Gonnard lorsqu'il disait : « La civilisation a substitué à la primitive égalité économique, une inégalité de plus en plus grande de fortune et de situation que vient doubler chez les peuples les plus avancés une égalité politique plus ou moins complète.

Et ces deux faits, *égalité politique et inégalité économique* donnent naissance à la *capillarité sociale* c'est-à-dire au désir de s'élever, soi-même et sa progéniture, d'une situation donnée, à une situation supérieure comportant plus de jouissance et plus de considération.

C'est le phénomène de la *capillarité sociale*, étudié par A. Dumont et J. Nitti.

Nous avons vu que pour que ce fait se produise, il faut deux conditions : égalité politique et inégalité économique. Que l'une d'elles fasse défaut : il disparaît.

Supposons en effet une société étroitement hiérarchisée. Chacun perdant l'espoir de s'élever à une caste

supérieure où d'y faire parvenir son enfant, bornera ses vœux à un horizon limité et multipliera sa famille, sans songer à consacrer ses ressources à l'exaltation de son individualité.

C'est alors la famille qui vit plus que l'individu. Si au contraire avec l'égalité politique établie c'est l'inégalité économique qui fait défaut, la capillarité sociale ne peut encore s'exercer. On a le droit de s'élever, mais on n'en a pas le pouvoir. C'est ce qui se passe chez les peuples tout à fait primitifs où les plaisirs se réduisent à la satisfaction de quelques instincts primordiaux, les mêmes chez tous. Les jouissances de la richesse n'existent pas encore. Aussi, même aujourd'hui dans les couches très basses de la population où l'espoir de s'élever est à peu près banni en fait, sinon en droit, la fécondité reste grande.

L'idée d'égalité hausse chaque individu jusqu'à l'espoir de participer soi-même à son tour, où de faire participer ses enfants, aux situations élevées.

La force d'expansion agit en haut au lieu d'agir en large, comme le dit Arsène Dumont.

Les ressources qui pourraient servir à l'éducation de plusieurs enfants, servent à faire parvenir un fils unique et cela est d'autant plus nécessaire que sont plus en honneur les fonctions publiques improductives, et nécessitant la possession d'un patrimoine personnel.

S'il est vrai que la profession imprime sa marque sur le caractère, elle influe de même sur la natalité. Certaines carrières prédisposent au mariage, permettent ou non, d'avoir de nombreux enfants. Nous voulons

parler du fonctionnarisme qui nous fournit encore des statistiques fort intéressantes.

Certaines professions semblent compter un plus grand nombre de célibataires où de ménages sans enfants. Le Dr Jacques Bertillon a fait en 1900 une enquête sur le nombre des enfants dans les différentes catégories de fonctionnaires.

En ce qui concerne les instituteurs, nous voyons par exemple que sur 3.413 réponses :

549 sont célibataires.

817 sont sans enfants

Total : 1366 sans enfants.

959 ont un enfant.

665 ont 2 enfants

262 ont 3 enfants

115 ont 4 enfants

56 ont 5 enfants

29 ont 6 enf. et plus

Soit 3.935 enfants vivants au-dessous de 13 ans. Par conséquent 39 o/o des instituteurs n'ont pas d'enfants et nous comptons 115 enfants pour 100 adultes dans cette profession.

Pour les cantonniers, la même statistique nous montre que 48 o/o sont célibataires ou sans enfants et nous ne trouvons que 104 enfants o/o,

Pour 100 douaniers, 116 enfants.

Si nous considérons une statistique plus limitée, celle des employés de l'imprimerie nationale, nous ne trouvons

que 75 enfants au-dessous de 15 ans pour 100 employés et 92 enfants de tous âges pour 100.

Pour les employés des postes, il n'y a plus que 69 enfants pour 100 adultes et dans les contributions indirectes 71 %.

C'est dire combien le fonctionnarisme favorise peu la natalité, par suite des faibles traitements qui sont alloués aux fonctionnaires, en égard à leur grand nombre.

En 1906 ils étaient 703.566.

En 1907 — 870.589.

En 1908 — 913.192.

Et cela sans compter les employés des chemins de fer de l'Etat, pas plus que les ouvriers des arsenaux et des manufactures militaires. Cela représente à peu près un ménage de fonctionnaires pour 10 autres ménages, et un fonctionnaire pour 10 électeurs.

Pour qu'une femme puisse élever ses enfants, il faut qu'elle puisse rester au foyer conjugal. Le recensement de 1896 nous montre que 6.400.000 femmes exercent une profession, soit 16 o/o de la population.

Dans l'industrie on compte une femme pour deux hommes. Si nous reproduisons la statistique du nombre d'hommes et de femmes employés dans les divers groupes industriels, en Allemagne en Belgique et en France, vers l'année 1895 nous voyons que nous pouvons compléter :

En Allemagne :	6.138.759 hommes.	1,509.379 femmes
Belgique :	785.767 —	283.083 —
France :	3.645.466 —	1.869.293 —

C'est-à-dire :

En Allemagne environ 25 % de femmes.

En Belgique. — 33 % —

En France — 51 % —

Et depuis 1895 la proportion a certainement encore augmenté.

Lorsqu'une jeune fille ayant une profession se marie, elle ne quitte que rarement son emploi. Elle a d'abord pris l'habitude de l'atelier et de l'influence désastreuse que ces milieux exercent sur les questions de procréation. En outre les ressources du ménage en seront augmentées. Mais ce n'est pas le désir de maternité qui fait travailler la femme, bien au contraire, elle n'a plus le temps d'élever un enfant. C'est le besoin de dépenses, de luxe, qui la pousse à travailler et à gagner de quoi satisfaire ses exigences. L'enfant n'est pas compris dans le budget ; il importe donc de ne pas procréer.

~~Ce n'est pas l'homme~~ Ce n'est pas l'homme qui le premier a trouvé trop lourde la charge d'une grande famille. « Il a pensé ainsi, dit M. Maisonneuve, le jour où la femme a gémi sur ses propres fatigues, ses privations, l'ennui que cause l'éducation des enfants, la nécessité de rester au foyer pour y veiller sur toutes choses. Et le féminisme aidant, elle a trouvé la solution idéale, du moins le croit-elle, en se jetant dans le célibat qui lui laisse la liberté d'es-

prit et de corps. Maintenant qu'elle a obtenu le droit de gagner sa vie à l'égal de l'homme, elle se complait dans son rôle, de sexe faible masculinisé. Elle va de déceptions en déceptions jusqu'au jour où elle comprend qu'elle a gaspillé sa jeunesse, sa force, et compromis sa vie entière, car, comme le dit Roger-Deburry, la fleur est belle, mais la fin de l'arbre n'est pas la fleur, c'est le fruit ».

Il nous faudrait encore parler de la centralisation des industries qui attirent à elles une série de ménages qui vivent entassés, à la recherche d'un gain plus élevé, et ne peuvent se développer.

Que nous sommes loins de l'*aurea mediocritas* d'Horace ou de ce vers de Virgile que nous connaissons si bien.

*O Fortunatos nimium sua si bona novent
Agricolas !*

Ce qu'il faudrait pouvoir réformer en France, c'est la morale qui va s'abaissant de jour en jour.

« Le moindre changement dans les coutumes, disait J.-J. Rousseau fut-il même avantageux à certains égards, tourne toujours au préjudice des mœurs. Les coutumes sont la morale d'un peuple. »

En fait la restriction de la natalité est un phénomène corrélatif à l'amour du bien-être, et si en France, elle s'accroît de plus en plus, cela tient à une généralisation de l'aisance qui ne se réalise pas encore dans les autres pays autant que dans le nôtre.

Est-ce de la part d'un père un calcul raisonnable que de vouloir créer lui-même la situation de son

enfant? Nous ne le croyons pas et bien des fils auraient, en opérant par leurs propres moyens plus de courage qu'ils n'en ont à reprendre un commerce qui pour eux semble aller seul et qu'ils sont souvent impuissants à conduire.

Autrefois l'enfant était bien plus souvent élevé à la campagne. Une santé vigoureuse lui permettait, partant de peu, de s'élever haut dans l'échelle sociale par son travail et sa conduite honnête et c'est maintenant que ce père, se souvenant de sa carrière difficile, la redoute pour son fils.

C'est ainsi que depuis plusieurs générations l'énergie s'est endormie et la jeunesse élevée sans aucun souci de l'existence ne voit la vie que du côté de ses jouissances.

Ce que les parents font pour un ou deux enfants, ils ne pourraient le faire pour d'autres. Aussi la phase de Jules Simon se vérifie-t-elle de plus en plus, lorsqu'il écrivait : on ne dit plus : « Ne crée pas un enfant que tu ne peux pas nourrir, mais ne crée pas un enfant dont tu ne peux pas faire un bachelier. Abstiens-toi de l'amour, de la nature pour ne pas faire descendre par ton enfant et pour ne pas descendre toi-même, tous les degrés d'une échelle sociale imaginaire où ta sottise vanité ne veut occuper que les premiers rangs »

Cette phrase pourrait presque à elle seule résumer l'état d'esprit actuel de la majorité des Français. Il est vrai que l'on n'a fait que très peu de choses pour les familles nombreuses et nous aurons occasion d'y revenir. En matière d'impôts en particulier, c'est l'inégalité

absolue, la prime étant pour ainsi dire donnée à la procréation limitée.

C'est là le sujet qui devrait retenir longtemps les économistes et les politiciens et tout en France, lois et impôts, devrait protéger et favoriser le père de famille ; aussi pouvons-nous emprunter à J. J. Rousseau ce passage de son *Emile* : « Dans tout pays qui se dépeuple, l'Etat tend à sa ruine, et le pays qui peuple le plus, fut-il le plus pauvre, est infailliblement le mieux gouverné. »

C'est donc bien dans notre organisation sociale qu'il faut chercher la cause de l'arrêt de la natalité. Mais, de nos jours, cette tendance qu'ont les Français à ne plus procréer se trouve encore favorisée par les théories Néomalthusiennes. Nous pouvons voir qu'elles sont la conséquence de notre évolution qui date de plusieurs siècles. Les esprits sont donc tout préparés à accepter cette nouvelle doctrine qui tend à restreindre le plus possible la natalité, et de toutes manières. Aussi les ravages qu'ils exercent dans la moralité du peuple sont énormes, non pas tant par leur journal, *le Malthusien*, que par toutes sortes de publications qu'ils encouragent ou qu'ils font naître, aussi bien au théâtre qu'en littérature, ou qu'en brochures de propagande.

Disons seulement, pour le moment, que tous leurs écrits conseillent la prophylaxie anticonceptionnelle et réclament la libre pratique de l'avortement criminel.

Ils prétendent s'appuyer sur les idées de Malthus, qui serait le premier à les renier pour ses disciples, puisque entre les deux doctrines peut se placer toute la

morale qui sépare l'idée dominatrice de l'œuvre du philosophe, de l'esprit de débauche qui anime les Néomalthusiens.

Lorsque Malthus publia en 1798, son *Essai sur le Principe de Population*, il fut tout d'abord fortement attaqué par des adversaires peu scrupuleux, où ignorant le sens de ses écrits. Ils le considéraient comme une sorte de philosophe pessimiste, se complaisant à rêver l'extinction de la race humaine et ne reculant pas devant les moyens, même les plus immoraux, pour atteindre ce but criminel. Cette conception de l'œuvre est tout à fait erronée comme nous allons le voir. De nos jours les Néomalthusiens essayèrent d'adapter sa doctrine à leurs idées et transformèrent complètement l'idée dominatrice de cet Essai, uniquement philosophique.

Ils prétendent s'en inspirer pour répandre leurs théories qui n'ont en vue que la débauche, et qui ne pourront aboutir qu'à notre déchéance morale et à notre désorganisation sociale, si rien ne vient arrêter leur marche en avant.

Malthus n'a jamais eu en vue de diminuer le monde ; sa doctrine avait pour but d'améliorer le sort et d'augmenter le bonheur des classes inférieures de la société.

Son livre contenait une revendication énergique et solidement motivée de la responsabilité individuelle, ce qu'il appelait le « self gouvernement » et s'élevait contre les lois qui diminuent cette responsabilité. Il n'admettait le mariage que lorsqu'on est en état d'élever une famille. C'est ainsi que nous pouvons extraire de son œuvre ce passage : « Je repousserai toujours tout

moyen artificiel et hors des lois de la nature que l'on voudrait employer pour combattre la population, et comme étant un moyen immoral et comme tendant à supprimer un stimulant nécessaire pour exciter au travail. »

Il était donc loin d'être un partisan de la morale relâchée que prêchent ses successeurs, qui ne veulent voir dans la vie que le côté des jouissances sans en accepter ni les charges ni les devoirs.

Aussi, dit-il encore : « Si dans chaque mariage, le nombre des enfants était assujéti à une limitation volontaire, il y aurait lieu de craindre un accroissement d'indolence et il pourrait se faire que les divers pays n'arrivassent pas au degré de population qu'ils doivent atteindre ». Il présente le mariage comme l'état auquel on aspire, mais dont on ne peut jouir qu'en acquérant des habitudes de travail, de prudence et d'économie. Tous ses écrits ne s'opposent pas à la naissance des êtres ayant un rôle à remplir dans le monde et pouvant le remplir. Il n'empêche pas de nouvelles forces de se produire ; il cherche à empêcher uniquement de nouvelles charges de s'imposer à la société : il a en vue le paupérisme tel qu'il était alors en Angleterre.

Nous allons voir dans un instant, comment les Néomalthusiens ont repris ces différentes théories et quelles sont les raisons que nous pourrions leur objecter.

« Mais, dit encore Malthus, la force des Etats ne se mesure pas seulement au nombre de ses sujets ; elle

se trouve aussi dans le temps de la vie moyenne ; il faut des sujets bien constitués, vigoureux qui sont créés par des parents jeunes. La question se pose, alors, du mariage jeune. Il est évident qu'il vaut mieux se marier tard que d'infliger à une femme et à des enfants une existence misérable qu'il serait facile d'éviter, si chacun vivait de son côté et pour soi seul. Mais l'expérience prouve aussi que l'homme, marié jeune, mène plus souvent une vie régulière et a, plus souvent aussi, des enfants sains, exempts de toute tare héréditaire, puisque les chances de contagion syphilitique deviennent moindres, que la vie plus régulière procure une santé meilleure et donne moins de prise au bacille de Koch, et que l'alcoolisme n'a pas eu le temps d'accomplir ses effets désastreux qui bien souvent sont pour les enfants une des tares héréditaires les plus meurtrières. Le mariage jeune prévient encore les naissances illégitimes.

Malthus basait aussi sa doctrine sur la progression géométrique des êtres, tandis que les moyens de les nourrir ne croîtraient que par progression arithmétique. Il semble là qu'il ait donné à sa théorie un caractère d'absolu qu'elle ne saurait comporter. Nous croyons qu'il n'a voulu parler que de simples tendances, et non de faits réalisés, car c'est à l'histoire de l'humanité même, qu'il faut demander la vérification de ces assertions.

Avec les facultés qui la porte à multiplier, l'humanité possède des facultés intellectuelles et morales qui servent de contre-poids aux premières.

A partir de l'état sauvage, les sociétés n'ont cessé

de s'accroître en nombre, comme le dit M. Frédéric Passy, et en même temps d'arracher au sol qui les nourrit des moyens de subsistances d'une abondance assez progressive pour que les parts individuelles augmentassent de plus en plus. En France, en Angleterre, en Allemagne, les habitants sont plus nombreux qu'au début de leur histoire et tous ces habitants sont mieux vêtus, mieux logés, mieux nourris qu'autrefois et ce fait qui se retrouve dans tous les pays où la civilisation s'est améliorée, suffit pour décider de la question.

Quelle que soit la possibilité en fait de multiplication sociale, cette possibilité ne se manifeste que contenue par les conseils de la raison et de manière à laisser les moyens de subsistance égaler ou devancer dans leur progression le mouvement même de la population. S'il en avait été autrement dès l'origine, jamais la richesse et la civilisation n'eussent fait un pas et l'humanité serait demeurée sous le poids des misères primitives. Mais nous voyons au contraire que l'aisance générale va croissant bien que le nombre des copartageants se soit élevé lui-même. Les ressources ont cru dans des proportions beaucoup plus grandes, et tout atteste que l'avenir à cet égard, ne différera nullement du passé.

Nous pouvons donc dire que l'œuvre de Maltus, toute remplie de philosophie morale, et nous insistons sur ce point, nous semble une utopie, un Essai comme il le dit lui-même, sans grand espoir de réalisation. Elle deviendrait vraie, s'il y avait surpopulation ; mais quand ce degré sera-t-il atteint ? Le sera-t-il même un jour et

en tous cas dans un avenir si lointain que nous ne pouvons raisonnablement y songer ; ne vaut-il pas mieux s'occuper du présent, puisqu'il s'agit de l'avenir de notre race et de notre pays.

Les Néomalthusiens, disions-nous, déclarent bien haut qu'ils suivent les idées de Malthus ; nous allons montrer combien ils s'en éloignent, cherchant à exploiter la crédulité du peuple en lui parlant de *libre amour* ou de *maternité consentie*. Il est probable que beaucoup, parmi eux, ne connaissent pas l'Essai sur le principe de population ; mais nous croyons plutôt que les chefs du mouvement ne veulent pas le connaître. Ce sont leurs théories personnelles qu'ils cherchent à faire entrer dans nos mœurs, et non pas celles de Malthus.

Leur ligue a fait depuis quelques années des progrès inquiétants. Fondée tout d'abord à bas bruit, son extension est rapide, car les propagateurs ne négligent aucune réclame pour la faire connaître, puisque la question de la vente de leurs produits anticonceptionnels est en jeu.

Le grand principe qui domine leurs écrits, est la théorie du moindre effort, l'homme à leurs yeux n'étant sur terre que pour jouir de la vie en égoïste, sans souci de sa postérité. Leur grand mot est : *le droit à l'amour*. Toujours il est question de droits et jamais de devoirs. Aucun d'eux n'accepte la responsabilité de ses actes en matière d'amour, et au lieu de prêcher le « moral restreint » de Malthus, ils n'encouragent que la débauche.

Au lieu de voir dans l'idée de famille, un puissant

effet moralisateur, un lien de plus entre les deux êtres qui ont procréé, un adjuvant au travail que le père trouve dans l'éducation de son enfant, leur théorie fait table rase de tout ce qui est noble et beau, dans la tâche, lourde assurément, que prend la mère en élevant ses enfants et le père en travaillant pour les nourrir.

C'est faire œuvre contraire à la morale la plus évidente en même temps qu'œuvre de mauvais Français que de répandre de pareilles idées.

Le mouvement Néomalthusien n'est ouvertement organisé en France que depuis 1896, date à laquelle M. Robin fit paraître son journal « *Régénération* ». Les numéros furent d'abord intermittents, puis de 1902 jusqu'en 1909 il parut mensuellement. Depuis l'andernier il fut remplacé par une nouvelle publication « *Le Malthusien* » à la suite d'un changement de direction.

Nous ne pouvons analyser en détail tous les articles parus dans ces journaux. Tous tendent à inciter le peuple à ne plus procréer.

Le grand danger social de cette œuvre est que bien souvent ils s'appuient sur des motifs qui semblent au premier abord raisonnables, mais qui sont cependant bien faciles à réfuter.

Prenons par exemple un récent article, paru en mars 1910, ayant pour titre : *le Néomalthusianisme et la Santé*.

L'auteur s'efforce de démontrer combien il serait désireux de voir les parents exempts de tares, et uniquement ceux-ci, se livrer à la procréation.

« Nous verrions disparaître les maladies héréditaires. Quand on songe, écrit-il, à tous ces tarés de la syphilis,

de la tuberculose, de l'alcoolisme qui peuplent nos hospices, entretenus à grands frais, quel soupir de soulagement doit pousser l'être intelligent et soucieux du bien être individuel et social, quand on lui dit : Vous n'avez qu'à employer un moyen simple et inoffensif et l'humanité sera débarrassée à tout jamais de ces êtres misérables et inutiles pour toujours ». Ce sont évidemment de fort belles paroles qui ont prise sur l'esprit de l'homme du peuple. Mais il faut les mettre en pratique.

Prenons le cas d'une femme ayant une tare hépatique héréditaire, par exemple. Cette femme a déjà eu dans sa vie, de nombreuses crises de coliques hépatiques plus ou moins compliquées d'ictère par rétention. Si nous prenons les paroles précédentes à la lettre, cette femme sera en droit de ne pas procérer un enfant auquel elle pourrait transmettre son hérédité. L'enfant pourra dès sa naissance avoir des troubles hépatiques, naître un cholémique familial et comme l'a montré le professeur Gilbert, mourir encore adolescent d'une cirrhose biliaire. Ceci n'est qu'un cas qui suffit à refuter la théorie des Néomalthusiens, car nous leurs demandons où commence et où finit la liste des maladies héréditaires.

Prenons le cas d'un homme syphilitique. Il se soigne, n'a plus d'accidents ; doit-il ne pas procérer, sous le prétexte qu'il est atteint d'une maladie héréditaire ? Or nous savons très bien qu'un père syphilitique traité pendant 5 ou 6 ans peut procréer un enfant sain, sans aucune tare spécifique.

Et puis les Néomalthusiens se prétendent-ils le droit de refuser à un homme ou à une femme de

procréer, même s'ils sont en état de transmettre à leur enfant une tare héréditaire.

Si une femme syphilitique non traitée veut avoir un enfant, qui pourra l'en empêcher ?

Tout le monde peut et doit procréer, en dehors des cas où la médecine oppose son veto et ces cas ne sont pas nombreux. Le rôle du médecin est de traiter les malades qui pourraient transmettre leur hérédité à leurs enfants, de leur conseiller d'attendre 5 ou 6 ans par exemple s'ils sont syphilitiques, et après s'être traités durant ce temps, il faut en conscience, laisser évoluer la grossesse. Si cette grossesse se déclare pendant la période de la maladie où l'enfant pourra être contaminé, le rôle du médecin est alors de traiter la femme pendant sa grossesse et l'enfant à sa naissance. Là doit se borner l'intervention du médecin.

Mais les Néomalthuriens ne se contentent pas de cela. Pour eux tous les malades pouvant transmettre à leur enfants une tare héréditaire ne doivent pas procréer. Que, si la grossesse s'est déclarée, c'est l'avortement qu'ils conseillent,

Ils vont même plus loin. Toutes les femmes, disent-ils, ont le droit d'avorter.

On se demande vraiment où leurs conseils s'arrêteront, car si la femme peut avorter librement, elle peut aussi librement disposer de sa progéniture. Il nous semble qu'après l'avortement, l'infanticide est la suite normale de leurs théories.

Leur journal traite la question de la prudence procréatrice et de l'avortement sous des titres divers,

comme : *Socialistes, proliférer c'est trahir*, ou bien, *le Néomalthusianisme et l'Esthétique*, où encore. *La Continence rend méchant*; mais de nombreuses autres brochures ont paru tant au Malthusien que chez les imitateurs. C'est ainsi qu'a pris naissance toute une littérature éhontée, qui sous une apparence scientifique, à laquelle prétendent se heurter les pouvoirs publics, ne conseille que la débauche.

Le « *Malthusien* » lui-même imprimait l'an dernier au dessus des annonces de sages femmes ou d'herboristes de la dernière page : Il ne sera pas répondu aux demandes d'avortement. Depuis le mois de mars 1909, nous ne retrouvons plus cette phrase.

Dans un numéro du journal, nous trouvons une formule d'ovules anticonceptionnels, dans un autre, une liste complète de préservatifs, avec le prix en regard évidemment, allant même jusqu'à offrir un appareil à injection muni d'une sonde en gomme de Nélaton. Cela facilite encore l'avortement à domicile.

La propagande, nous l'avons dit, est surtout faite dans le peuple, mais cela ne l'empêche pas de s'exercer dans la classe bourgeoise. Certains feuillets sont destinés aux femmes, leur assurant la sécurité en matière d'amour. « Vous êtes entièrement maîtresse de vous-même et la science vous permet de n'être enceinte que lorsque vous le voudrez. Conclusion : Libère-toi toi-même. »

D'autres sont pour les gens mariés. Abstenez-vous de procréer et pour cela, achetez vos préservatifs aux

bureau du Journal. Dans d'autres feuillets destinés aux propagandistes, les conseils se renouvellent. On fait miroiter aux yeux du lecteur le bonheur à venir si l'on n'a pas d'enfants. Nous y voyons un appel aux travailleurs de toute catégorie, leur montrant le travail facile et le chômage impossible s'ils sont moins nombreux. Toutes les raisons leur sont bonnes pour placer leur marchandise.

Mais aucun ne penserait au rapport qui lie intimement la production et la consommation. Moins il y aura de consommateurs, moins il faudra de producteurs et l'éternelle balance sera toujours la même.

La ligue fournit encore des étiquettes gommées dont nous donnons quelques spécimens :

La Science apprend aux Femmes
à **n'être enceintes**
que quand elles le veulent
Qu'elles aient peu d'enfants !

BEAUCOUP d'enfants
c'est la CONCURRENCE
et les BAS SALAIRES
Ayons peu d'enfants

Assez de **chair à plaisir !**
de **chair à travail !**
de **chair à canon !**
Femmes, faisons
la grève des mères !

Chaque ENFANT d'ouvrier
est un futur CONCURRENT
pour ses parents... et pour les autres !
AYONS PEU D'ENFANTS !

Les femmes doivent savoir !
Sans se priver d'AMOUR,
se préserver elles-mêmes
de la **Grossesse**

Les conditions économiques
ne peuvent être AMÉLIORÉES
si le nombre des naissances
ne DIMINUE pas.
- **AYONS PEU D'ENFANTS !**

Pas d'enfants, nombreux, négligés
futurs ESCLAVES-TUEURS
Rien que des HOMMES UTILES et conscients
Et la Guerre sera *impossible* !
GRÈVE DES VENTRES !

De toutes les *intempérances*,
la plus nuisible à TOUS
est celle de la procréation.
Ayons peu d'enfants !

TOUS honnête MÉDECIN ou HYGIÉNISTE
doit connaître et enseigner
les moyens d'ÉVITER la GROSSESSE
AYONS PEU D'ENFANTS !

Il est vrai qu'ici le mot « *Honnête* » est en bien petites lettres !

Citons encore différents titres de brochures : **Contre la Nature**, ou bien : **Libre Amour, Libre Maternité**, — ou bien : **Population et Prudence Procréatrice**, ou encore : **Les Générations conscientes**, opuscule à la portée de tous et renseignant amplement sur tout ce qui peut entraver l'œuvre de nature.

Cet ouvrage se termine ainsi :

« Camarade, toi qui souffres, ne fais donc pas de la caresse l'instrument de ta misère ; ne crée pas du malheur avec ton bonheur ; ne fais pas de cette joie de surhomme (?) qu'est l'amour, la cause de toutes tes déchéances ; ne sois pas un résigné, un inconscient ; souviens-toi que tu es un homme et que tu dois aimer, mais que tu es aussi un cerveau et que tu dois penser ; que penser sans agir équivaut à ne pas penser, ce qui conduit à déléguer ce soin à d'autres et à devenir ainsi leur docile et inconscient esclave.

Libère-toi toi-même.

Tous ces opuscules sont vendus à vil prix et les membres de la Ligue doivent en faire grand usage. Mais il nous semble cependant que, quelque philosophique, quelque humanitaire que puisse prétendre être le point de vue auquel ils se placent, toutes ces publications ne peuvent qu'entraîner à la débauche.

Nous en avons pour preuve la propagande faite dans les ateliers d'ouvriers où l'on peut voir quelquefois affichée, la coupe du bassin de la femme et les différents objets de prévention à l'usage des deux sexes, y compris la longue sonde intra-utérine.

En 1909, Madame Leroy-Allais publia un petit ouvrage contre les idées Néomalthusiennes intitulé : *Une campagne criminelle*, et qui s'appuie sur des faits tout à fait probants.

Elle y montrait déjà les réclames honteuses de certains commerçants qui se font un piédestal du mouvement Néomalthusien pour débiter leur marchandise où leur littérature.

Nous y voyons des herboristes proposant des dilateurs de l'utérus, des sages-femmes répondant à des demandes d'avortement, sans même conserver cette discrétion qu'elles affichent en si grosses lettres, des journaux vendus au public et donnant la formule de pilules abortives :

Poudre de rue	
— sabine	a à — 0,05 cgr.
— seigle ergoté.	

Aloès. 0,02 à 0,05.

pour 1 pilule

Prendre 3 pilules le premier jour, 6 le second

Ce sont encore des catalogues de préservatifs de toutes sortes, des brochures pornographiques, proposant *le réparateur intime de la femme déflorée*, des prospectus adressés à domicile dont l'un entre autres que nous extrayons de ce dossier :

Le Bonheur des Dames et des Demoiselles

MESDAMES SAUVEZ L'HONNEUR

AVEC

LES DRAGÉES BIENVEILLANTES

Composition infailible
du révérend père CYPRIEN

Préparées par la pratiquante ex-sœur Sainte Thérèse de Colmar
du cloître des Ursulines fondé en 1537

FOURNISSEUR DE TOUTES LES CONGREGATIONS

La science a-t-elle quelque chose à voir avec de semblables publications et a-t-elle jamais été mise au service de pires doctrines.

Le but de la ligue Néomalthusienne est donc bien de chercher à rendre légal et moral, l'avortement criminel. Elle espère que, pour cela comme en toutes choses, l'habitude deviendra une seconde nature. Si aucune sanction n'intervient contre les Néomalthusiens, il est possible que la loi continue à tolérer leurs théories. Quant à les rendre morales, nous n'en voyons pas la possibilité.

En 1904, le Journal : *La Chronique Médicale*, adressa dans son numéro du 1^{er} novembre, un referendum aux médecins, leur posant les trois questions suivantes :

1. Admettez-vous, ou rejetez-vous, la prophylaxie anticonceptionnelle ?

2. Si vous l'admettez en principe, limitez vous son application aux cas médicaux, ou au contraire, pensez-vous que des raisons sociales, ou simplement individuelles puissent la justifier ?

3. Dans le cas où vous n'en seriez pas partisan, nous vous serions reconnaissant de formuler les motifs qui vous la font rejeter.

Sur le grand nombre d'exemplaires envoyés, 142 réponses parvinrent seulement au Journal. Nous les trouvons réunies dans un ouvrage du Dr Klotz-Forest.

Sur ces 142 réponses, 13 médecins et 4 avocats ou littérateurs, se sont trouvés réunis pour soutenir ce droit, 125 réponses l'ont combattu.

Nous croyons bien cependant que si l'enquête était faite auprès de tous les médecins, les quelques réponses favorables seraient complètement étouffées sous le nombre des opposants et ce n'est qu'au peu d'importance qu'attache le plus grand nombre à répondre à une pareille question qui leur semble ne pas pouvoir réunir de partisans, que nous devons de n'avoir eu que ces 125 adversaires de la prophylaxie anticonceptionnelle et de l'avortement criminel librement pratiqué.

Le Dr de Baecker, par exemple, rejette complètement la prophylaxie anticonceptionnelle hors des circonstances médicales, comme contraire à la nature et à la physiologie.

« La maternité, dit-il, est le champ de bataille de la femme et elle n'a pas le droit de le désertier, car dès qu'elle fait acte de fonctionnement de ses organes génitaux, elle doit en accepter les conséquences. »

Le Dr Grasset de Montpellier, après avoir réfuté les mesures préventives préconisées par les Néomalthusiens fait remarquer que la stérilité volontaire légale et morale, profiterait surtout à tous ceux qui voudraient en user, quel que soit leur état de santé, mais ne serait nullement obligatoire pour les vrais malades et les tarés. Ils continueraient à procréer des enfants malingres et à compromettre la santé de leur femme, de sorte que le résultat obtenu serait uniquement d'encourager et de faciliter la stérilité des paresseux et de diminuer le nombre des enfants sains. Aussi, dit-il, si vous voulez combattre la dépopulation et améliorer la race, faites de l'hy-

giène, certainement, mais faites aussi et surtout de la morale.

« Moralisez la conception, au lieu de chercher les moyens de la restreindre »..

Si nous examinons la réponse de M. Janin, avocat à Chambéry, nous pouvons en extraire ce passage :

« Je n'ai jamais pu comprendre quel rapport la science pouvait avoir avec la morale, car la nature n'est ni morale, ni immorale. Les sociétés ne vivent et ne prospèrent que grâce aux efforts individuels de leurs membres. C'est à ces efforts, au besoin qu'éprouve chacun d'améliorer sa condition qu'est dû le progrès matériel, et c'est l'ensemble de ces efforts qui constitue la richesse publique.

« En un mot, la morale et particulièrement l'amour de la famille, voilà ce qui contribue, avec la prolificité, à la richesse d'une nation ».

Le Dr Salignat, trouve aussi que l'enfant, généralement redouté des jeunes ménages, est un bien, car on lui doit souvent des notions [d'ordre et d'économie ainsi qu'une force inconnue dans le travail.

Une autre réponse au Referendum nous semble encore digne d'être retenue, car elle émane du Dr André Couvreur, auteur d'un roman qui défend les théories Néomalthusiennes : *Caresco surhomme, ou le voyage en Eucrasie* — qui nous fait vivre dans un pays où les procédés anticonceptionnels se pratiquent couramment.

M. Couvreur se déclare très embarrassé pour répondre au questionnaire car, dit-il, je suis effrayé de ce que je conseille.

« J'applaudirais de grand cœur, si tout cela était réservé aux malades, aux dégénérés, le médecin remplirait alors un devoir de protection sociale. »

Mais il est effrayé du retentissement que pourraient avoir ces pratiques sur le repeuplement déjà trop paresseux. Et, dit-il, si l'on applique ces procédés, non seulement au domaine médical, mais encore aux familles trop nombreuses, à qui la quantité d'enfants ne permet pas de vivre dans l'aisance, il en résultera une diminution plus grande encore de la natalité, et notre pays sera menacé de disparaître, car il est avéré par le spectacle des siècles, que la raréfaction d'un peuple est le signe certain de sa déchéance

Aussi termine-t-il par ces mots : « Le chirurgien Caresco, héros de mon roman, avait fort bien prévu cela dans son île d'Eucrasie. Mais Caresco était un fou et nous vivons en France et non en Eucrasie. »

Nous ne pouvons ici exposer en détail toutes les réponses favorables aux idées Néomalthusiennes. Nous en signalons quelques-unes cependant.

Madame Nelly Roussel, crie bien haut que ses flancs lui appartiennent. La femme, dit-elle, ne doit être mère qu'à son gré et nous attendons des savants, vraiment dignes de ce nom, vraiment conscients de leur rôle magnifique, qu'ils nous enseignent les moyens d'assurer cette liberté !

Madame Camille Pert, tout en reconnaissant le droit moral à l'avortement et à la prophylaxie anticonceptionnelle, avoue néanmoins : « Là où nous cessons de nous entendre, les théoriciens qu'ils sont et la femme que je

suis, c'est sur l'application du principe, attendu que, en examinant de près tous les moyens de prophylaxie, je n'en ai trouvé aucun qui ne fut pire que le mal. »

En effet, la santé de la femme nous semble intimement liée au fonctionnement normal de ses organes sexuels et par conséquent à la maternité.

Le professeur Pinard ne disait-il pas dans une récente communication que la femme n'acquiert son complet développement qu'après son troisième enfant.

Ne savons-nous pas aussi combien sont fréquents les fibromes, chez les femmes n'ayant pas eu de grossesse ou n'ayant eu qu'un seul enfant.

Certains médecins vont même plus loin lorsqu'ils écrivent : « Dans les régions où règne le malthusianisme, la nature se venge par le cancer.

Le docteur Siredey admet aussi que les excitations génitales fréquemment répétées chez la femme, et jamais satisfaites par la grossesse, amènent une congestion ovarienne de plus en plus intense qui détermine à la longue la sclérose de l'organe.

Ce sont ces femmes qui, vers l'âge de 35 ans, viennent se plaindre d'une quantité de troubles physiologiques qui chez quelques nerveuses finissent par empoisonner leur existence et beaucoup, qui voudraient alors avoir des enfants, ne le peuvent plus en raison de leur sclérose ovarienne.

Nous pouvons donc dire en terminant, que quelles que soient les raisons que l'on invoque pour soutenir les théories néomalthusiennes, ou philosophiques ou socia-

les, il n'en reste pour le peuple qu'un encouragement à la dépopulation, à l'avortement et à la débauche.

Nous voyons encore les partisans de ces doctrines prôner l'union libre. Il nous semble que là encore les Néomalthusiens font fausse route.

Le mariage est nécessaire, pour que la femme et les enfants soient protégés. La femme unie librement à l'homme jouit dans notre société d'une moindre considération, quelque fidèle et bonne mère de famille qu'elle soit.

Si l'homme vient à quitter sa compagne, il ne lui doit qu'une somme d'argent qui ne compense pas le dommage moral qu'il lui cause. La femme reste alors une fille mère ; les enfants sont naturels, trop souvent illégitimes.

Si la séparation a lieu après le mariage, la femme conserve de son passé son titre d'épouse qui lui assurera la même considération que pendant son union légale.

Les théories néomalthusiennes nous semblent donc devoir être combattues au plus tôt et sévèrement, non pas tant pour elles-mêmes, que pour la propagande éhontée de littérature pornographique qui s'attache à leurs pas.

Le peu qui a été fait dans cette voie, a déjà fait disparaître le mot Retard des multiples annonces de sages-femmes sur les journaux quotidiens où l'on peut en compter souvent une trentaine.

Ne pourrait-on de même empêcher la vente cou-

rante de sondes intra-utérines, où de dilata-teurs utérins qui sous le nom de *Philutérus* se trouvent dans les boutiques d'herboristes ?

Laisser prendre racine, dans le peuple, à de pareilles doctrines que la Ligue Néomalthusienne répand soit par des conférences avec projection ou démonstration sur un sujet, soit par ses publications, laisser envoyer dans des journaux destinés à des enfants, à des jeunes filles, des feuillets de propagande anticonceptionnelle, nous semble contraire à la morale la plus évidente et même au bon sens.

C'est vouloir la désorganisation de notre état social que de chercher à détruire l'idée de famille qui est une des plus puissantes qui nous reste ; l'ouvrier n'est déjà que trop porté à dépenser dans les cabarets dont le nombre va toujours croissant. Lorsqu'il a des enfants et qu'il leur rapporte le prix de son labeur, il joint lui-même une santé meilleure. Qu'on lui supprime cet adjuvant moral, il ne lui restera plus rien.

Les principes Néomalthusiens ne sont donc applicables pour personne puisqu'ils conseillent l'avortement criminel. La décadence romaine reconnaît comme première cause la diminution de la natalité consécutive, pour une grande part, à l'avortement. La France suit la même voie ; l'avortement est condamné par les lois, peut-être trop rigoureuses, mais surtout mal ou pas appliquées.

Notre situation démographique va s'abaissant

d'année en année et les Néomalthusiens viennent jeter en France le désordre moral.

Il importe donc de rechercher au plus tôt les remèdes à un pareil danger.

DEUXIÈME PARTIE

La Dépopulation

ET

l'Avortement criminel

Lorsque nous remontons dans l'histoire aux origines des peuples, aussi loin que nous le permettent les documents en notre possession, nous ne trouvons nulle part qu'il soit question d'avortement. Chez les sauvages, chez les barbares, c'était une pratique inconnue, mais en revanche l'infanticide était fréquent. Ce n'est que peu à peu, à mesure que les humains se civilisèrent que les pratiques abortives se sont répandues et nous allons essayer de montrer comment cette transformation des mœurs a pu s'opérer.

La forme la plus ancienne de la famille préhistorique, d'après les études de M. Morgan, puis de MM. Fison et Howitt, sur les habitants de la Polynésie et de l'Australie, aurait été celle d'un groupe d'êtres humains dans lequel les parentés n'étaient comptées que par couches de générations. M. Giraud Teulon la décrit ainsi : « Une première classe comprenait des individus tous frères et sœurs les uns des autres : au-dessus d'eux se plaçait la couche des pères et des mères et

au-dessus celle des grands parents : au-dessous celle des enfants puis des petits enfants. »

Un enfant aurait donc eu, en qualité de pères et de mères, tous les individus de la couche supérieure à la sienne et non tels individus en particulier. Dans cette forme de famille il n'était pas question de cousins et de neveux.

C'est l'époque que Bachofen caractérise par le mot : *Hétairisme*. L'avortement était alors inconnu comme pratique criminelle, car il est bien à penser qu'il devait se présenter de manière accidentelle. Les femmes d'une tribu appartenaient à tous les hommes : les enfants étaient élevés par la tribu et tous y contribuaient, et plus la peuplade était nombreuse, plus elle était puissante. Cependant, l'infanticide devait être pratiqué, car on le retrouve encore aujourd'hui chez les sauvages qui se servent de leurs enfants, pour amorcer les pièges à lions, par exemple, et se débarrassent de ceux qui ne pourront se nourrir eux-mêmes et cela par égoïsme.

Puis à l'hétairisme a succédé le *matriarcat* : les enfants se groupent autour de leur mère, mais tous les hommes de la tribu sont leurs pères. C'est la famille maternelle dont parle Bachofen, qui existe chez la plupart des races anciennes. Les filiations sont établies d'après la naissance maternelle, c'est le *clan utérin* de M. Morgan.

On retrouve encore ce groupement à Madagascar, en Afrique, chez les Touaregs, par exemple : Les Ibères se groupaient ainsi et chez les Basques leurs descendants, nous retrouvons des traces de ces coutumes.

L'homme n'occupe donc ici qu'une position inférieure à celle de la femme ; c'est elle qui transmet son nom et ses biens ; son importance sociale est beaucoup plus considérable que celle de l'homme. C'est là déjà un commencement de famille de petit groupement qui devait fatalement se faire auprès de la mère puisque les pères sont communs et comme le dit Paulus : « La mère est toujours certaine de sa maternité, alors même quelle aurait conçu au hasard, tandis que le père est seulement celui « *quem nuptiae demonstrant*. »

Avec le matriarcat, dit M. Galliot, le bien-être matériel s'augmentant par la propriété, par la vie pastorale, la femme craignit d'autant moins la charge de nombreux enfants qu'elle pouvait les élever plus facilement, et que par leur nombre et leur travail ils contribuaient à la richesse. L'infanticide fut certainement limité, tandis que les connaissances plus étendues, la crainte des souffrances et des embarras de la grossesse ont dû devenir des mobiles puissants pour pousser à l'avortement, qui cadrait mieux avec le caractère et les mœurs adoucies du matriarcat.

L'ambition de l'homme fut alors de supplanter la mère dans la direction de la famille, de créer le *patriarcat*, et, pour ce faire, il dut délaisser les femmes de sa tribu, pour chercher ailleurs une épouse dont il fut le maître. A l'endogamie succéda l'exogamie.

L'homme prenait sa femme par violence dans une tribu voisine et créait lui-même sa famille. C'est l'origine du *Rapt*, tantôt réel chez les sauvages, tantôt simulé, et dont les Grecs et les Romains nous montrent

des exemples dans la guerre de Troie et dans l'enlèvement des Sabines.

L'homme établissait son foyer patriarcal qui était sa propriété particulière. Les enfants lui appartenaient et il en disposait comme il l'entendait, soit pour les vendre, soit pour les manger, soit pour les exposer.

Mais avant d'en arriver à la monogamie, l'homme primitif ne paraît pas avoir accepté facilement que ce fut pour la consigner entre les bras d'un seul possesseur que la nature avait répandu ses charmes sur la femme, et chez bien des populations, dit M. Galliot, le mariage est un crime qu'il faut expier, car il emprisonne les unions, et la punition en est une sorte de prostitution religieuse. La fiancée appartient alors de droit, soit aux amis de son mari avant de lui appartenir à lui même, soit à un prêtre, ou au chef de la peuplade. Cette coutume se retrouve encore au moyen âge, dans le « *jus primæ noctis* » du seigneur.

Plus la peuplade primitive tend à se séparer en familles, plus le droit de propriété augmente, en même temps que le désir de posséder. C'est l'évolution naturelle vers le mariage par couples, vers la monogamie. Mais sous ce régime patriarcal le crime d'infanticide prend une nouvelle extension, car la jalousie apparaît entre les diverses familles. De même pour l'avortement car la haine de la femme captive trouvait une vengeance facile sur ses propres enfants.

Mais à mesure que la civilisation se développe, les lois font leur apparition, en même temps qu'un sens moral plus élevé, et ces lois condamnent l'infanticide

et l'avortement. Or, si elles peuvent atteindre presque à coup sûr l'infanticide, elles ne peuvent rechercher que difficilement l'avortement. C'est pourquoi cette pratique se généralisa, jusqu'à devenir tolérée chez les Grecs et chez les Romains.

Aristote dit dans sa Politique : « Si la mère vient à concevoir au-delà du nombre prescrit, elle sera tenue de se faire avorter avant que l'enfant soit animé. Ce serait un crime d'attenter à son existence quand il a reçu le souffle de la vie ».

Ou bien encore : « Si dans un mariage il y a conception contre toute attente, l'avortement doit y être pratiqué avant que le fœtus ait le sentiment de la vie : ce qui est d'accord avec la sainteté des lois dans ce cas, ne l'est plus lorsque le fœtus est animé ».

Hippocrate, malgré son serment, paraît l'avoir pratiqué, dit M. Galliot, si l'on en croit ce passage du livre IV de la Génération où il dit : « Cette baladine avait entendu ce que les femmes disent entre elles, à savoir que, quand la femme conçoit, la semence ne sort pas, mais reste dedans. Un jour, elle s'aperçut que la semence ne sortait pas ; elle le dit à sa maîtresse et le bruit en vint jusqu'à moi. Ainsi informé, je lui ordonnai de sauter, de manière que les talons touchassent les fesses : elle avait déjà sauté 7 fois, lorsque la semence tomba à terre en faisant du bruit. A cette vue cette femme fut saisie d'étonnement ».

Nous ne croyons pas cependant, qu'il s'agisse là d'un avortement, mais simplement d'un procédé anticonceptionnel assez primitif, car la semence dont parle Hippo-

crate, nous paraît être le sperme et non pas les menstrues.

Mais Hippocrate parle encore d'une recette contre la conception :

« Galbanum, gros comme une olive, piler dans l'huile de Cedros et appliquer : Cela peut faire avorter et chasser ce qui tarde à sortir. »

A Rome, l'avortement fut d'abord pratiqué clandestinement; puis l'usage s'en répandit de plus en plus, et l'exemple en fut donné jusque dans le palais des empereurs. Les auteurs latins en parlent constamment. Les femmes y avaient recours pour faire disparaître les conceptions illégitimes et se livrer à la débauche et aussi pour éviter les modifications que la grossesse et l'accouchement faisaient subir au corps :

Ut careat rugarum crimine venter, dit Ovide.

Julia, fille de Titus, et nièce de l'empereur Domitien, dont elle était la maîtresse, se livrait couramment à l'avortement. Elle finit d'ailleurs par en mourir.

Ces avortements étaient pratiqués par les Sagae, sorte de matrones parfumeuses, masseuses ou entre-metteuses, que nous retrouvons aujourd'hui dans notre pays. Elles donnaient à boire certains breuvages composés d'herbes abortives, ou bien opéraient à l'aide d'un baton pointu, racine ou arbre quelconque, qu'elles introduisaient dans le col utérin et dont l'effet ne tenait nullement à l'essence.

Si nous considérons maintenant les peuples modernes, nous voyons qu'au Japon l'avortement est libre.

En Chine, l'avortement n'est pas puni, mais l'adultère l'est sévèrement. Aussi l'enquête a-t-elle lieu non

pour savoir si la femme a avorté, mais pour savoir si le fœtus a été conçu légitimement où en dehors du mariage. A Formose, toute femme devait avorter avant l'âge de 36 ans.

Le Koran défend l'avortement ; cependant il ne donne lieu à des poursuites que lorsqu'il est suivi d'accidents graves pour la mère. En Kabylie, on signale une pratique tout à fait intéressante ; lorsque l'avortement ne réussit pas à l'aide de drogues énergiques qui entraînent souvent la mort, les matrones posent sur le ventre de la patiente couchée, un moulin portatif en pierre, qu'on tourne jusqu'à ce qu'on ait produit un ébranlement favorable au but que l'on se propose.

De nos jours, d'ailleurs, nous avons pu nous rendre compte qu'un certain nombre d'avortements avaient été obtenus, soit par le passage manuel de l'utérus, soit par un certain massage vibratoire qui agirait à la manière du moulin des femmes Kabyles.

Enfin, les femme arabes et berbères se font quelquefois inoculer la variole par une plaie de la main, entre le pouce et l'index, dans un but abortif.

Beaucoup de peuplades sauvages font avorter les femmes en leur piétinant le ventre jusqu'à expulsion du fœtus.

Dans les pays qui nous entourent directement, Allemagne, Angleterre, Italie, l'avortement est au moins aussi pratiqué que chez nous et surtout en Angleterre. Aussi le Professeur Bossi a-t-il raison de dire que la lutte contre l'avortement devrait être internationale.

Au point de vue de sa fréquence et de ses consé-

quences, beaucoup d'écrivains comparent l'avortement en France et à Rome. Dans les deux pays, les moyennes s'affaiblissent, le scepticisme remplace la foi. Les mœurs se transforment, poussées par l'amour du luxe et des jouissances matérielles. Enfin comme à Rome l'avortement est en France largement toléré.

Après la restriction volontaire ou la fraude conjugale, c'est incontestablement la pratique de l'avortement qui exerce l'influence la plus désastreuse sur la natalité de notre race, car il existe de véritables entreprises d'avortement.

« Il y a maintenant, dit le docteur Burlureau, pour ce genre de clientèle, des établissements confortables et luxueux où se trouvent réunis tous les avantages de l'hygiène aussi bien que de la science obstétricale. C'est parmi les précautions antiseptiques les plus minutieuses à grands renforts d'appareils perfectionnés que des sages-femmes, dûment diplômées, ou même, paraît-il, des médecins spécialistes, d'une habileté remarquable, procèdent à ces opérations qui, cette fois, semblent ne plus exposer la femme au moindre risque. »

Les sages femmes ne sont pas seules, en effet, à pratiquer les avortements. « Il n'y a pas qu'elles, dit le Pr Pinard, il y a les herboristes, il y a les matrones, et même aussi les médecins. »

Les sages femmes attirent à elles, cette clientèle spéciale par leurs réclames ; les herboristeries sont souvent de véritables officines où l'on vend tous les préservatifs si chers aux Néomalthusiens et tout l'arsenal de canules et de sondes intra-utérines, dites *canules an-*

glaises qui sont de pratique courante pour les femmes qui se font elles-mêmes avorter. Certaines matrones sont aussi connues dans les quartiers populeux. C'est ainsi que nous avons pu avoir quelques renseignements sur l'une d'elles que les femmes viennent trouver au début d'une grossesse. Son spéculum est un verre de lampe, son hystéromètre une aiguille à tricoter où un crochet et sa clientèle est nombreuse. Elle fixe de 5 à 30 francs nous a-t-on dit le prix de son intervention. Nous trouvons encore signalée par Madame Leroy-Allais cette vieille matelassière qui débarrasse elle-même ses trois filles mariées et mères de plusieurs enfants et qui concluait avec la meilleure foi du monde : Comme cela, je suis tranquille... il arrive tant d'accidents.

Il n'en est pas moins vrai que la plupart des femmes désirant avorter s'adressent de préférence aux sages-femmes. Il y a certainement dans cette profession des praticiennes fort honnêtes qui se contentent de soigner ceux pour lesquels elles sont appelées et qui repoussent toute proposition tendant à leur faire commettre un acte que réprouve la morale et que punit la loi. Quelques-unes pourtant, poussées par le besoin, en arrivent à cette clientèle.

Le Dr Georges Bertillon, nous donne une idée des conditions sociales de la sage-femme à Paris.

On trouve indiqué dans son travail le nombre des accouchements faits à Paris en 1907.

1 ^o Par les sages-femmes, dans leur clientèle en ville . . .	18.011
2 ^o Par les sages-femmes des bureaux de bienfaisance. . .	9.912
3 ^o Chez les sages-femmes à leur domicile même	11.675
4 ^o Dans les hôpitaux et les prisons	15.035
5 ^o Par les docteurs en ville dans leur clientèle.	5.326
6 ^o Sans aucune assistance diplômée	773
7 ^o Divers.	60
Total	60.793

Notons que cette statistique comprend aussi les accouchements faits à Paris, des femmes originaires de banlieue ou de province. Leur nombre augmente chaque année et dépasse 5.000 en 1907.

En se basant sur le tableau précédent, M. Bertillon calcule le gain annuel que peuvent faire les sages-femmes de Paris par l'exercice régulier et légal de leur profession, en 1907.

1^o Les sages-femmes ont fait en ville, dans leur clientèle ordinaire, 18.011 accouchements. Les honoraires des accouchements faits par les sages-femmes varient couramment entre 30 et 60 francs. Quelques-unes ont sans doute des prix plus élevés, mais elles sont rares et le petit nombre des accouchements chers se balancera, avec celui très considérable des accouchements à moins de 30 francs. Prenons donc comme gain moyen 45 francs.

2^o Les sages-femmes des Bureaux de Bienfaisance ont fait 9.912 accouchements. Les honoraires sont fixés à 15 francs (20 fr. d'après le nouveau tarif).

3^o Le tableau indique 11,675 accouchements chez

les sages-femmes, dans leur domicile même ; mais ce nombre comprend les accouchements faits aux frais de l'Assistance publique chez les sages-femmes, dites agréées, qui reçoivent chez elles les parturientes en douleur que les maternités ne peuvent recevoir par défaut de place.

Ces sages-femmes agréées sont au nombre de 76. Elles reçoivent une indemnité de 70 fr. par femme (10 fr. pour l'accouchement et 6 fr. par jour). Le nombre de ces accouchements s'est accru considérablement comme le montre le tableau suivant :

Nombre de Femmes reçues chez les sages-femmes agréées

1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	1909
7.317	8.043	9.258	9.642	10.110	10.399	11.260	11.567

Pour l'année 1907, nous trouvons donc 10,399 accouchements chez les sages-femmes agréées, et l'excédent soit 1.276 représente le nombre de femmes entrant à leurs frais chez les sages-femmes de la ville.

Comme il n'y a que 76 sages-femmes qui en profitent, à l'exclusion des autres membres de la corporation, M. Bertillon ne les comprend pas dans le calcul global du gain.

Le prix moyen de la pension chez les sages-femmes qui reçoivent des pensionnaires est de 120 francs, accouchement compris. Le bénéfice qu'elles en retirent peut être estimé à 80 fr.

Nous pouvons maintenant calculer le gain global pour 1907 :

18.011 accouchements à 45 fr. . . .	810.495 fr.
9.912 — à 15 fr. . . .	148.680
1.276 — à 80 fr. . . .	102.080
Total. . . .	1.061.255 fr.

En 1907 il y avait à Paris 1.160 sages-femmes. Réduisons ce nombre à 1000, pour tenir compte de celles qui n'exercent pas. Le gain moyen pour chacune d'elles est donc de 1.061 francs ! Ajoutons 100 francs pour les vaccinations. Cela nous donne 1.200 francs en moyenne.

Il paraît donc légitime de conclure, dit le Dr Georges Bertillon, qu'il y a, à Paris, un nombre considérable de sages-femmes pour lesquelles il est impossible de vivre par l'exercice honnête et légal de leur profession.

Nous ajouterons comme gains, les différentes gardes que sont appelées à faire les sages-femmes, tant à Paris qu'en banlieue où en province. D'autres tirent un léger bénéfice du placement des nourrices, de la pose des ventouses, des consultations, etc.

D'autres enfin sont mariées et pourraient vivre sans exercer leur profession.

Nous voyons cependant que le nombre des accouchements faits par les sages-femmes diminue, car les médecins en font pour le même prix dans certains quartiers, et quelques personnes préfèrent s'adresser directement aux médecins.

Mais si la corporation des sages-femmes, possède des accoucheuses fort honnêtes, il n'en est malheureusement pas de mêmes pour tous ses membres. Nous n'en voulons pour preuve que la publicité faite dans les journaux où a domicile. Il y a une cinquantaine de sages-femmes qui font à Paris de la publicité, dont une pour 13.325 fr. par an. C'est le chiffre le plus haut que nous signale le Docteur Georges Bertillon. Les autres sont inférieurs 8.000 fr. — 5.000 fr. etc.

Nous trouvons dans, son travail, l'histoire d'une sage-femme qui dépense 50.000 fr. par an. Il faut bien qu'elle les gagne quelquepart.

A Paris le nombre des avortements va croissant. Dans une communication à l'Académie de Médecine du 3 Février 1885, M. Lunier insistait déjà sur la fréquence de l'avortement criminel et sur l'infanticide. Il estimait que de ce fait, la mortalité était grossie par an de 8.000 à 9.000 unités, pour Paris.

En 1905, le Docteur Doléris, qui a bien voulu nous confier ce travail, publia une statistique sur l'avortement comprenant les chiffres relevés dans les différents hôpitaux de Paris de 1898 à 1904.

Nous reproduisons ici-cette statistique pour l'année 1904.

ANNÉE 1904					
HÔPITAUX	Nombre de femmes admises	Nombre d'accou- chements	o/o	Nombre d'avorte- ments	o/o
Saint-Antoine . .	1.233	1.005	81,51	228	22,6
Pitié.	503	462	91,7	41	8,8
Beudelocque 1903	2.161	2.075	96,4	86	4,1
Tarnier.	1.650	1.598	96,9	52	3,2
Charité.	683	613	89,8	70	11,4
Maternité.	2.964	2.846	96,2	118	5,5
Tenon.	1.203	1.016	84,5	187	18,4
Lariboisière. . . .	1.659	1.369	82,5	290	21,1
Beaujon	1.961	1.627	82,8	336	20,6
Boucicaut.	729	599	82,3	130	21,70
Hôtel-Dieu.	1.311	1.184	90,3	127	10,7
Total.	16.057	14.394	89,64	1.665	11,5

Si nous comparons ce tableau aux chiffres que nous a fourni la statistique de l'année 1909, nous aurons le tableau suivant :

ANNÉE 1909					
Saint-Antoine . .	1.789	1.461	77,5	328	22,4
Pitié.	756	658	85,07	98	14,93
Beudelocque 1903	2.102	1.992	94,5	110	5,5
Tarnier.	2.108	1.949	91,01	159	8,99
Charité (1)	765	611	74,80	154	25,20
Maternité.	2.702	2.274	81,18	428	18,82
Tenon.	1.217	957	72,83	260	27,17
Lariboisière. . . .	2.359	1.987	81,28	372	18,72
Beaujon	1.681	1.422	81,86	258	18,14
Saint-Louis (2). . .	1.231	992	74,89	239	24,0
Boucicaut.	1.065	931	87,39	134	14,3
Total.	17.775	15.234	85,70	2.540	14,30

(1) Le service a été fermé au mois de septembre.

(2) La statistique de Saint-Louis ne figure pas dans le tableau précédent et est remplacée par celle de l'Hôtel-Dieu.

Comparons entre eux ces différents chiffres :

1° Le total général des femmes admises à l'hôpital en 1904 est de : 16,057. Ce même total en 1909 est de 17,775.

Par conséquent les entrées dans les Maternités ont augmenté.

2° Le nombre des accouchements faits à l'hôpital en 1904 est de : 14.394. En 1909, il est de 15.234.

Il semblerait donc que la natalité ait augmenté. Il n'en est rien cependant, car un certain nombre de femmes viennent de la banlieue accoucher à Paris, et le nombre en augmente d'année en année.

Nous avons relevé cette statistique pour les quatre premiers mois de 1910 :

Mois	Femmes de Paris	Femmes non de Paris	0/0
Janvier . .	952	345	36.24
Février . .	1.012	311	30.7
Mars. . . .	1.059	292	27.57
Avril . . .	966	240	24.84

Le professeur Ribemont-Dessaignes estime que la Maternité de Beaujon reçoit environ 150 femmes de la banlieue pour 100 femmes de Paris.

Nous voyons donc que 25 ou 30 o/o des accouchements faits dans les hopitaux de Paris, viennent de la banlieue et comptent par conséquent dans le nombre des enfants déclarés à Paris.

Si nous faisons maintenant le pourcentage des accouchements par rapport aux femmes admises, nous voyons que ce chiffre étant en 1904 de 89,64 o/o. Il n'est plus en 1909 que de 85, 70 o/o. Le nombre proportionnel des accouchements a donc diminué.

3° Ces tableaux nous montrent aussi que le nombre des avortements a augmenté dans les maternités. Il était en 1904 de : 11, 5 pour 100 accouchements. Il est en 1909 de 14,30 o/o.

Notons encore qu'en 1904, le chiffre total des naissances à Paris était de 53,599 enfants vivants, augmenté de 4,850 morts nés, ce qui donne 58,549 accouchements.

En 1908 ce chiffre était déjà tombé à 54,643 accouchements comprenant 4,158 morts-nés, soit 50,875 enfants vivants.

En 1909, année de notre statistique hospitalière, le chiffres total des naissances à Paris n'est plus que de 53,444, comprenant 4.502 morts-nés, soit 48,942 enfants vivants.

Par conséquent le nombre des accouchements est plus élevé dans les hopitaux, car les femmes y viennent volontiers accoucher, sachant qu'elle y recevront tous les bons soins sur lesquels elles sont en droit de compter et sans bourse délier.

Cette augmentation tient donc, pour beaucoup, au nombre de femmes venant de la banlieue.

Le nombre des accouchements s'accroît de même chez les sages-femmes agréées, dont le nombre est passé de 76 à 78.

La natalité générale à Paris s'abaisse considérable-

ment d'année en année et le nombre des avortements s'y élève plus que proportionnellement et nous n'avons eu en vue que les avortements proprement dits. Mais il est un nombre considérable d'accouchements prématurés, dont nous n'avons pas pu faire le dénombrement dans chaque service, qui sont dus bien souvent à des manœuvres criminelles, et qui donnent naissance à des enfants ne vivant pas ou mourant peu de temps après leur naissance prématurée.

Si nous en faisons le recensement pour St-Antoine, nous voyons que notre total de 326 avortements doit être augmenté de 110 morts-nés, ce qui porte à 448 le nombre des hospitalisations ne donnant pas d'enfants vivants, soit 32 o/o.

Pour la maternité de Lariboisière, aux 372 avortements, nous ajouterons 365 accouchements prématurés et 82 morts-nés.

M. Doléris a montré que beaucoup de femmes du peuple pensent que l'accouchement prématuré expose à de moindres risques que l'avortement, et pour la femme de la classe pauvre, déjà mère de quatre ou cinq enfants à laquelle la question d'une grossesse visible importe peu, l'accouchement prématuré, provoqué à 6 mois 1/2, est quelquefois la règle. L'enfant ne vit pas, où meurt quelques jours après sa naissance ; il n'est pas alors question d'avortement et la femme entre de suite à la maternité.

Cependant, si cette manière de voir se vérifie souvent, dans les hôpitaux, il semble que dans la clientèle privée, l'accouchement prématuré criminel ne se rencon-

tre que rarement, au dire des médecins-praticiens, car les raisons qui empêchent les femmes de procréer sont, pour beaucoup de mondaines, les mêmes que celles qui les empêcheraient d'être enceintes de 6 ou 7 mois.

Malgré la grande proportion d'avortements que nous trouvons dans les maternités, nous croyons bien que ce n'est là qu'une faible partie de ce que nous montre l'hôpital. Il n'est pas de services de chirurgie dans lesquels on ne constate journellement l'entrée de femmes en mal d'avortement. Lorsqu'il y a menace d'avortement, la femme est admise à la maternité, de même que si l'avortement est entrain de se faire. Mais s'il est effectué, les femmes sont admises directement dans les services de chirurgie.

Cette mesure remonte à l'année 1904, où MM. Ribemont-Dessaignes, Bar, Doleris, Bonnaire, émus de cette progression croissante des avortements, et sachant bien à quoi s'en tenir sur les causes véritables de l'accident, ont fini par prendre le parti de n'accepter dans les maternités que les cas dans lesquels la fausse couche n'est pas réalisée dans son phénomène initial.

En conséquence, lorsque l'avortement et la délivrance sont accomplis, la malade n'est pas reçue dans les maternités et est dirigée directement sur les services de chirurgie.

Cette mesure a d'ailleurs fait l'objet d'une récente circulaire administrative du 26 janvier 1910, dans laquelle il est dit de ne recevoir dans la maternités que les femmes qui se présentent pour accoucher.

Toutes les autres malades devront — de plano —

être admises dans un service de chirurgie, même s'il s'agit de suites de couches pour toute femme venant du dehors, alors même qu'elle serait atteinte d'infection puerpérale, le service d'isolement de la maternité devant être exclusivement réservé aux femmes infectées provenant soit de l'hôpital, soit des maisons d'accouchement des sages-femmes agréées. En aucun cas, il ne devra jamais y avoir plus de 4 lits occupés à la fois par des femmes non parturientes et atteintes seulement d'affections obstétricales.

Cette note de service porte encore de 70 fr. à 75 fr. le prix de l'accouchement chez les sages-femmes agréées.

Pour être exact dans notre statistique hospitalière, il faut donc compter tous les avortements entrés dans tous les hopitaux pendant l'année 1909.

Cette statistique est presque impossible à faire d'une manière rigoureuse, car le mot avortement n'est bien souvent pas porté sur la feuille de diagnostic. Dans quelques services, on marque *métrorragies*, dans d'autres *métrites* ou bien *hémorragies*. Nous ne pouvons donc qu'arriver à un nombre très approximatif. Nous avons préféré tenir compte des témoignages recueillis dans différents services. La moyenne que nous pouvons établir pour tous les hopitaux est de 2 à 3 avortements par service et par semaine.

En comptant 2 avortements et 50 semaines dans l'année nous serons certainement au-dessous de la réalité car certains services, comme celui de M. Reynier ont une salle spéciale pour les avortements. (Salle Husson.)

Si nous comptons 33 services, où l'on reçoit de telles malades, nous aurons donc $38 \times 2 \times 50 = 3.800$ avortements.

Ajoutons à ce chiffre, le nombre d'avortements déjà très considérable des Maternités, nous arrivons à 6.340, soit 41,29 % des accouchements faits dans les hôpitaux.

Cependant, il est important de remarquer que notre total d'accouchements comprend les morts-nés et la statistique que nous a procuré l'Assistance publique nous montre qu'il n'y a eu que 15.213 enfants vivants dans les hôpitaux en 1909, soit 2.562 morts-nés, dont la plupart sont dus à des accouchements prématurés dont l'origine est au moins douteuse.

Nous les ajouterons donc aux avortements ce qui nous donne 8.902. Mais pour que notre coefficient soit exact, il importe de tenir compte des accouchements faits chez les sages-femmes agréées aux frais de l'Assistance publique, soit 11.419 accouchements en 1909.

Cela nous donne en définitive 26.632 accouchements contre 8.902 avortements et morts-nés soit 33,05 %. C'est donc un tiers des hospitalisations qui ne donne pas d'enfants vivants. Ce chiffre déjà énorme n'est cependant que peu de chose à côté de celui des avortements faits en ville, que nous allons chercher à établir.

Il faut que nous fassions intervenir :

1° Le nombre des cas ne venant pas à l'hôpital, l'avortement étant soigné à domicile. ;

2° Les cas soignés chez les sages-femmes :

3° Les cas où la malade n'a reçu aucun soin.

Le nombre des femmes avortées ne venant pas à

l'hôpital est considérable, car ce sont des femmes appartenant à la classe aisée de la population et nous savons que c'est celle qui procrée le moins, tant par prudence procréatrice que par recours à l'avortement. Ces malades sont, pour la plupart, soignées par les médecins, car l'arrivée de la sage-femme dans une maison indique qu'il s'agit le plus souvent d'un accident genital, tandis que la venue du médecin peut être expliquée par toute autre raison.

Les cas soignés chez les sages-femmes ne doivent pas être très nombreux; celles qui pratiquent l'avortement ne gardent pas chez elles leurs clientes, pour toutes sortes de raisons, dont la meilleure est la crainte de voir se déclarer des accidents infectieux consécutifs à l'avortement.

L'opération effectuée, la malade retourne chez elle et revient quelques jours après si l'avortement ne s'est pas produit. Mais l'intervention est faite le plus souvent, proprement et sûrement, et la femme fait sa fausse couche à domicile; elle fait alors appeler soit le médecin, soit la sage-femme.

C'est le cas qui se rencontre journellement à Paris; aussi le total de ces avortements est-il très difficile à faire.

Ces cas se confondent aussi avec ceux pour lesquels la malade ne reçoit aucun soin médical. Ils sont peut-être rares, mais ils existent et surtout chez les femmes qui n'en sont plus à leur premier avortement et qui les pratiquent elles-mêmes. Certaines femmes venues à l'hôpital nous ont raconté comment elles opéraient, accroupies sur une glace après avoir introduit un spéculum dans

leur vagin. Elles voient ainsi l'orifice du col utérin et peuvent introduire dans l'utérus une sonde pour se donner une injection, où une aiguille à tricoter en os ou en métal. Lorsque l'avortement se déclare, elles en connaissent le traitement sommaire qui réussit, disent-elles, bien souvent, car la grossesse n'est que très peu avancée.

Le Docteur Georges Bertillon a essayé d'établir la statistique des avortements à Paris et a bien voulu mettre ses résultats à notre disposition.

Après avoir parlé de la facilité avec laquelle les femmes viennent solliciter les médecins pour essayer d'en obtenir l'avortement qu'elles souhaitent, M. Bertillon en vient à dire :

« Les statistiques fournies par le ministère de la justice, jouissent d'une réputation méritée d'exactitude et de précision, et, cependant, celles sur l'avortement ne nous donnent aucune idée sur l'étendue du fléau parce qu'il n'est exercé de poursuites pour avortement que lorsqu'il y a scandale public où mort bruyante, ce qui maintenant est très rare depuis l'application de l'antisepsie par tous les professionnels. »

En 1903, 22 poursuites ont été engagées, 18 en 1904, 24 en 1905, 23 en 1906, 30 en 1907, 25 en 1908.

Ces chiffres ne prouvent que l'impuissance et peut-être l'indifférence de la justice ; ils ne nous donnent aucune indication sur la grandeur du mal. Force nous est de chercher ailleurs.

Le Dr G. Bertillon compare alors pour Paris et pour la France les statistiques des naissances légitimes et illégitimes et montre d'après ces statistiques :

1° Que les naissances légitimes diminuent d'une manière constante dans la France entière et à Paris, mais qu'elles diminuent plus rapidement à Paris, malgré les nombreux accouchements venus de la banlieue.

2° Que la natalité illégitime est d'une fixité constante, même augmentée pour la France, mais diminuée de 72 à 32 pour 1000 femmes de 15 à 50 ans à Paris en cinquante ans.

Pour moi, dit-il, je vois là les effets de l'avortement qui est devenu dans la classe des irréguliers à Paris, une habitude, une institution.

En 1908, M. Doléris admettait que la Maternité de St-Antoine avait hospitalisé 40 % de femmes ayant interrompu criminellement leur grossesse, et il n'y aurait que 5 % d'interruptions de grossesse pathologiques.

Voilà la statistique de 1908 pour St-Antoine:

Femmes accouchées à terme.	831	
Femmes accouchées avant terme.	362	} 697
Avortement.	295	
		1.488 admissions.
$\frac{657}{1.488}$	$\frac{45}{100}$	

En refaisant ce même calcul pour tous les hôpitaux, sans tenir compte des accouchements fait chez les sages femmes agréées nous aurons en 1909.

$$\begin{array}{rcl} \text{Avortements et morts-nés} & = & 8.902 \\ \text{Accouchements} & = & 15.213 \end{array} \quad \begin{array}{rcl} & & 58,5 \\ & = & 100 \end{array}$$

Si nous comptons 10 o/o d'interruptions de grossesses pathologiques il resterait encore 40 o/o d'interruptions criminelles.

Nous ne pouvons pas ne tabler que sur les statistiques des maternités, sans faire intervenir les avortements reçus dans les autres services, car les maternités ne sont pas seules à en recevoir.

M. Bertillon admet dans son calcul, 25 avortements provoqués pour 100 femmes admises. Il est donc bien au-dessous de notre moyenne. Or, dit-il, il s'est fait en 1908, 15,029 accouchements dans les maternités. Nous pouvons en conclure que 5.000 femmes ont été reçues, en mal d'avortement, chiffre qui doit être augmenté de tous les morts nés et embryons avant terme. Mais un autre élément vient l'amoinrir, ce sont les cas dysctociques et pathologiques naturels vrais.

« Il me semble que je resterai certainement au-dessous de la vérité en négligeant ces deux éléments comme se compensant et en acceptant le nombre 4.000 comme exprimant le total des avortements provoqués admis dans les hôpitaux. L'écart avec le chiffre obtenu par la moyenne des statistiques des accoucheurs, 5,000, est évidemment considérable. Je ne l'explique que par l'élimination que j'ai faite des accouchements embryonnaires qui doivent être en grande partie des avortements ».

En outre, nous avons vu que le nombre des femmes envoyées chez les sages-femmes agréées s'est accru de 1902 à 1908 de 4.000. Ce chiffre exprime donc le nombre de femmes à terme refusées par les Maternités par défaut de lits ; ce sont donc les avortées qui occupent leur place. Il y a là une équivalence qui confirme notre estimation. »

Il serait juste d'ajouter que les femmes de la banlieue viennent de plus en plus accoucher à Paris, aussi bien chez les sages-femmes, à leurs frais, qu'à l'hôpital aux frais de l'assistance.

M. Bertillon estime donc que pendant chacune des deux années 1907 et 1908, il est entré dans les hôpitaux de 4,000 à 5.000 femmes en mal d'avortement. Et il ajoute : Est-il possible avec cette donnée pour point de départ de déterminer à peu près le nombre des avortements qui sont pratiqués annuellement dans Paris ?

Je pense qu'il est admissible de dire que la moitié de la population parisienne se fait soigner à l'hôpital et que naturellement cette clientèle hospitalière vient de la moitié la plus pauvre de la population. Cette estimation m'est fournie par le nombre des accouchements faits gratuitement, 35.000 sur 60.000 naissances comptées à Paris en 1907. Les 5.000 naissances en excédent n'altèrent pas l'égalité, car la population peu aisée a plus d'enfants que celle qui est aisée.

En outre, ce ne sont que les cas graves qui vont à l'hôpital et si l'on admet en général dans les maternités, une mortalité évaluée à 6 o/o, cette proportion semble beaucoup trop élevée pour la clientèle de ville, de beaucoup supérieure à celle qu'observe le praticien. Aujourd'hui les avorteuses mettent dans l'exécution de leurs opérations fœticides du soin, de la propreté et l'intérêt personnel même les y contraint.

La statistique vient d'ailleurs à l'appui de cette opinion.

A Paris, combien de décès par septicémie puerpérale :

	1902	1903	1904	1905	1906	1907
En ville.....	49	42	44	35	41	57
Dans les hopitaux...	142	131	113	142	182	224

La mortalité puerpérale est donc bien plus considérable dans les hopitaux que dans la clientèle urbaine.

Il est donc bien probable que les femmes de condition aisée qui peuvent donner une certaine somme pour se faire avorter, sont mieux soignées que celles de la classe ouvrière, clientes des Maternités, car la proportion des avortements, comme nous le montrons, est bien plus forte dans la classe aisée que dans la classe pauvre.

Il s'agit maintenant de savoir dans quelles proportions les femmes avortées de la demi-population parisienne vont à l'hôpital.

L'enquête du Dr Georges Bertillon lui a permis de dire, d'après les renseignements qu'il a pu prendre auprès de confrères, que les femmes allaient à l'hôpital dans la proportion de *une sur sept*, disent les uns, *une sur trois*, disent les autres. En prenant *une sur cinq*, dit-il, je reste dans la moyenne et puisqu'il y a environ 5000 avortements dans les hôpitaux, cela ferait 25000 avortements pour la moitié de la population.

Si dans l'autre moitié il y en a autant, cela ferait 50.000 avortements par an. Et M. Bertillon ajoute : « *Je crois que le chiffre de 50000 doit être considéré comme un minimum.* »

Nous le croyons aussi. Tout ce que nous venons de résumer nous semble juste, sauf cependant la dernière partie.

Ce n'est pas une femme sur 5 qui vient avorter à l'hôpital, mais une sur 15 où même une sur 20.

Le nombre des fausses couches soignées en ville par les médecins et les sages-femmes est considérable.

Nous avons fait, dans un quartier assez populeux de Paris, une petite enquête qui nous a permis de recueillir le nombre d'accouchements et d'avortements soignés par 11 médecins et 10 sages-femmes de ce quartier.

Voici les chiffres qui nous ont été donnés, chiffres de moyenne.

	MÉDECINS		SAGES-FEMMES	
	Accouche- ments	Avorte- ments	Accouche- ments	Avorte- ments
	29	30	98	27
	50	50	77	47
	30	59	34	20
	29	20	75	25
	39	40	139	90
	25	19	60	39
	29	10	127	82
	23	15	50	120
	27	20	10	127
	30	5	150	102
	10	30		
Total. . . .	270	289	811	670

Cette petite statistique ne comprend qu'une partie d'un quartier populeux et l'hôpital qui dessert cette région comprend plusieurs quartiers au moins aussi populeux, et reçoit encore des malades venant de la banlieue.

Or, nous avons là 950 avortements. Ce chiffre est à lui seul supérieur au nombre d'avortements que reçoit l'hôpital.

Il est juste de dire aussi que les sages femmes font des accouchements dans la banlieue et dans d'autres quartiers que celui où elles habitent et que ces chiffres comprennent aussi les accouchements du bureau de bienfaisance. Ce qui est vrai pour les accouchements l'est aussi pour les avortements qu'elles soignent.

Nous avons donc 11 médecins ayant soigné 280 avortements, cela nous donne une moyenne de 25 avortements par médecin. Cette moyenne ne semble pas exagérée au plus au plus grand nombre de praticiens à qui nous avons demandé leur avis sur ce sujet, car ces médecins ont une bonne clientèle, tant dans ce quartier que dans les autres environnants. Tous les médecins ne font certes pas autant d'accouchements, soit de 22 à 25 par médecin dans l'année. Les mêmes raisons peuvent être soutenues.

Or on compte à Paris plus de 4.000 médecins.

Si nous n'en comptons que 3000 exerçant réellement leur profession et soignant chacun 20 avortements dans l'année, cela nous fera 60.000 avortements.

Voyons maintenant pour les sages-femmes. Notre statistique en comporte 10, de clientèle moyenne qui

ont soigné 670 avortements et fait 811 accouchements, tant à Paris qu'en banlieue où certaines ont une belle clientèle.

Cela ferait 67 avortements, soignés, par une sage-femme. Réduisons pour Paris ce chiffre à 50. Cela nous fera encore 50.000 avortements. Comptons-en autant pour les médecins, nous arriverons à :

100.000 avortements

Nous savons bien que l'on pourra nous objecter quantité d'arguments dont le principal est que notre calcul est trop hypothétique.

Nous ferons cependant remarquer que nous ne comptons pas tous les cas dans lesquels la femme opère elle-même, comme nous l'avons déjà dit, et tous les cas qui sont soignés par les herboristes ou les matrones qui les ont provoqués.

À l'hôpital, tous les gynécologistes peuvent constater tous les jours l'entrée dans un service, pour la première fois, d'une femme ayant déjà fait deux ou trois fausses couches. La femme a été soignée chez elle et s'est guérie, plus ou moins, car son entrée à l'hôpital reconnaît bien souvent comme cause, ses avortements antérieurs. Nous avons relaté l'histoire de la matelassière que nous raconte Madame Leroy-Allais. Nombreuses sont à Paris les matrones de ce genre qui rendent service aux femmes, disent-elles, et cela dans tous les quartiers.

Nous estimons donc à 100.000 le nombre des avortements effectués par an à Paris et nous sommes à peu près certains d'être au-dessous de la vérité.

Le Professeur Lacassagne, de Lyon, admet qu'il se

fait dans cette ville, 19.000 avortements pour 450.000 habitants et pour 8.000 à 9.000 naissances annuelles. Cette même proportion pour la population Parisienne représenterait 114.000 avortements.

Si nous en venons à dire quelques mots au sujet des suites pathologiques des avortements, le nombre des malades est considérable bien que la mortalité immédiate soit assez rare, cela est vrai.

Nous pouvons presque en dire autant des complications infectieuses. Mais combien de femmes restent blessées pour toujours. Combien seront victimes à la suite de leur avortement, de ces petites infections très atténuées pendant longtemps, qui aboutiront au bout de quelques années à une salpingite, à une annexite et les condamneront à la stérilité au moment où elles désireraient avoir des enfants. Elles auront sacrifié leurs premières années de maturité sexuelle à leur plaisir et ne pourront plus satisfaire pendant le reste de la vie, ce désir de maternité qui est bien loin d'être banni du cœur des femmes françaises.

Nous avons examiné, dans le service de M. Siredey, un certain nombre d'observations de femmes, venant consulter pour des troubles des organes génitaux ; on ne peut faire autrement que d'être frappé par l'abondance des avortements que l'on retrouve dans les renseignements que donnent presque toutes ces malades.

Ce nombre considérable d'avortements que nous avons été conduit à admettre pour Paris, pourrait probablement se vérifier proportionnellement dans toutes les grandes villes.

Il nous semble que ces manœuvres criminelles ne sont pas encore très pratiquées à la campagne, car la natalité illégitime reste à une moyenne à peu près constante.

C'est donc dans les villes, dans les agglomérations que l'avorteuse peut se livrer impunément à ces manœuvres fœticides.

Il nous paraît donc raisonnable de conclure que la tolérance excessive dont font preuve les pouvoirs publics à l'égard des avortements, pourrait être actuellement pour la France, un des facteurs importants de sa faible natalité.

TROISIÈME PARTIE

Les Remèdes contre la Dépopulation et l'Avortement criminel

III

Les Remèdes

Lorsque nous avons étudié les causes de la diminution de la natalité en France, nous avons admis qu'elles étaient d'origine sociale et nous avons montré de combien le coefficient de natalité s'était abaissé depuis plus d'un siècle.

Ces causes sont donc très générales, puisqu'elles agissent sur toute la nation; elles sont très profondes puisque chacun leur obéit et depuis longtemps; enfin elles s'étendent particulièrement sur la France et tiennent par conséquent à des circonstances communes à toute la nation et spéciales au peuple Français.

Depuis plus de 40 ans, un nombre considérable d'économistes, de législateurs, de médecins, se sont occupés de la dépopulation. Tout ce qui a été dit et fait n'a servi qu'à convaincre ceux qui s'en préoccupent de l'abaissement de notre état démographique, qui ne peut mener la France qu'à sa ruine.

L'Alliance nationale pour l'accroissement de la po-

pulation française qui date du 26 mai 1896 paraît être une des premières œuvres qui se soit occupé, au point de vue général de la dépopulation. Nous ne pouvons parler ici de toutes les commissions, de tous les projets de loi déposés depuis une quinzaine d'années à la Chambre des députés et au Sénat. Nous sommes là trop en dehors du domaine médical.

Contentons-nous donc de dire que beaucoup de législateurs ont voulu voir dans le système du partage forcé des biens, l'origine de la moindre fécondité. Ceci nous semble très réfutable, car la même loi à l'étranger n'a point produit les mêmes conséquences et, dans notre pays, le phénomène dont il s'agit était survenu avec un caractère progressif bien avant la promulgation du régime successoral en vigueur et nous doutons fort, que le rétablissement du droit d'aînesse soit bien accueilli par la plus grande partie de la nation.

En outre, si les Français n'ont qu'un enfant actuellement, le retour des lois anciennes ne nous paraît pas du tout favorable à la natalité, car la majorité de notre peuple considérera toujours ses enfants comme ayant autant de droits les uns que les autres. Pour ne pas avantager l'aîné aux dépens des autres, l'enfant unique sera alors de rigueur.

Nous aurions beaucoup plus de confiance dans le remède qui consisterait à *imposer les célibataires* et à augmenter l'impôt des *ménages sans enfants* ou n'ayant qu'un ou deux enfants. Les trois enfants par ménage, nous semblent devoir être la règle normale et en tenant compte de la mortalité infantile, des accidents, des

épidémies, le peuple Français ne se développerait encore que très lentement.

C'est l'amour de l'argent et des jouissances qu'il procure qui restreint la natalité. C'est donc là qu'il faut frapper.

Nous laissons au législateur le soin de déterminer quel est l'âge où commence le célibat, s'il faut imposer l'homme et la femme, les rapports qu'aurait cet impôt avec l'union libre et avec le divorce.

Il nous semble qu'en principe, l'impôt sur le célibat et sur les ménages sans enfants est un impôt moral, car le célibataire met de toutes façons obstacle à la natalité.

Il faudrait taxer modérément les ménages possédant trois enfants, et augmenter progressivement pour une moindre progéniture. Que si, au contraire, l'État se trouve en présence d'une natalité supérieure, il doit consentir des dégrèvements importants aux parents d'une nombreuse famille, les aider par des primes qui en vaillent la peine, au lieu d'allouer cinq ou dix francs par mois à une mère d'une douzaine d'enfants.

Tous les autres remèdes nous semblent inefficaces pour rehausser la natalité générale de la France.

Le médecin, ni le législateur ne peuvent forcer une femme à procréer contre son gré; si l'homme, si la femme préfèrent le célibat, ils dédommageront l'État de leur stérilité en permettant aux parents de familles nombreuses de les élever avec plus d'aisance. Il en sera de même pour ceux que des raisons physiologiques empêcheront de procréer.

Si certains disent : *l'État peut*, nous dirons avec M. le professeur Ribemont-Dessaignes, avec M. le professeur Pinard, *l'État doit aider les nombreuses familles*.

Dans tous les pays, dit M. Ribemont-Dessaignes, où l'enfant est une source de richesse, la population augmente ; elle diminue chaque fois que l'on en fait une source de privations et de misère. Les paysans se trouvent obligés, par les lois scolaires, à ne pas utiliser leurs enfants avant 12 ans. Ces mêmes enfants étaient autrefois engagés comme bergers où pâtres par exemple, et leurs parents n'étaient pas obligés de les nourrir.

Tant bonnes soient les lois nouvelles, il nous semble qu'elles ont un caractère d'absolu contraire à la natalité.

Si le prix même de la vie augmente de jour en jour, l'État doit en supporter une partie pour soutenir les familles nombreuses.

Qu'y a-t-il de plus injuste que les impôts indirects, perçus sur tous les objets de consommation, d'habillement etc.

Comment les parents qui pensent à leur avenir procréeraient-ils pour être plus malheureux que les ménages sans enfants !

Il faut que chacun paie selon ses moyens et dans une certaine mesure, selon le genre de vie qu'il pourrait procurer aux enfants qu'il n'a pas.

Combien d'ouvriers pauvres ne peuvent trouver à se loger comme il devraient l'être, à cause de leurs enfants. Beaucoup de propriétaires n'en veulent pas. Combien de ces petits ménages arriveraient « à joindre les deux

bouts » comme ils le disent, s'ils étaient logés à bon marché. Les habitations ouvrières commencent à se répandre dans Paris. L'Assistance publique dispose de grands terrains inoccupés où elle pourrait faire bâtir des maisons comportant des appartements bon marché et salubres, et les locataires pourraient disposer d'un petit jardin que réclament tant de femmes d'ouvriers.

L'impôt sur les ménages sans enfants devrait être appliqué de même aux héritages. L'Etat devrait considérer toute famille comme comportant trois enfants et prélever une certaine part sur les héritages d'enfants uniques.

Toutes ces questions, nous l'avons dit, sont du domaine des législateurs. A eux d'étudier longuement toutes ces nouvelles lois que nous souhaitons, mais il nous semble que si elles étaient adoptées et que les primes sur les naissances en plus de trois enfants valussent la peine de procréer, les femmes donneraient libre cours à leur amour² maternel qui, en France, est bien loin d'être éteint.

Mais si, actuellement, on ne peut forcer les Français à procréer contre leur gré, il semble qu'il soit assez facile de lutter contre l'avortement.

Nous partons de ce principe, que toute grossesse doit être respectée, en dehors des cas mettant l'existence de la femme en danger.

Il importerait donc de faire disparaître tout d'abord toutes les annonces concernant l'avortement. C'est le rétablissement d'une censure particulière, qui s'attaquerait spécialement à la littérature pornographique

qui nous inonde. Elle est évidemment très difficile à exercer et demanderait des esprits capables de discerner les cas justiciables de la loi.

Nous avons vu que la meilleure raison que peuvent invoquer les néomalthusiens pour soutenir leurs théories, était la question des maladies héréditaires. Nous voyons aussi dans le rapport du Docteur Jullien, dans les paroles que prononça le professeur Pinard à la Société Prophylaxie sanitaire et morale, le désir de voir les procréateurs s'astreindre pour ainsi dire à une retraite avant de procréer. Evidemment la chose est désirable mais combien difficile dans son application. Peut-être pourrait on chercher à améliorer les conditions de la santé générale, car nous doutons que dans les milieux populaires cette retraite soit facilement adoptée. Or quelles sont les maladies éminemment nuisibles aux enfants nouveaux-nés : la *tuberculose* et la *syphilis*, maladies auxquelles nous joindrons l'*intoxication alcoolique*.

Pour ce qui concerne la tuberculose, il nous semble que la lutte entreprise contre ce fléau pourrait être encore plus ardente en assainissant les logements où les pauvres gens vivent entassés dans les villes, en leur procurant le travail des champs, avec de l'air, de la lumière et de la bonne nourriture à meilleur marché que dans les grandes villes.

Si nous considérons la syphilis, il faut la montrer guérissable pour tous. Après 5 ou 6 ans de traitement il est bien rare qu'un père ou qu'une mère donne naissance à un hérédo-syphilitique, mais il faut que les malades viennent se faire traiter.

La lutte contre l'alcoolisme nous semble la plus facile à établir, par la réglementation du nombre des cabarets et des produits qui s'y débitent.

Une simple loi suffit. Sera-t-elle jamais adoptée ?

Si l'on encourage, au contraire, les théories néomalthusiennes en ne reconnaissant pas à tout être humain le droit et le devoir de se reproduire, nous en arriverons forcément à une sorte de harras humain, peuplé d'éta-lons choisis au bénéfice de la santé, mais peut-être sou-vent au détriment de l'intelligence.

Plusieurs poursuites ont déjà été exercées contre la ligue Néomalthusienne. Un cabaretier de Roubaix fait ainsi des conférences sur les divers moyens d'éviter la consception (*sic*). Il les résume ainsi : « Au lieu d'avoir des enfants qu'il vous faudra nourrir, venez acheter chez moi tout le matériel anticonceptionnel (*sic*). On célèbre la Noël malthusienne en lançant un balon (*sic*) avec feu d'artifices (*sic*). La ligue comprend deux cents membres dont soixantes (*sic*) femmes environs (*sic*). »

Ce cabaretier essaya de pénétrer en Belgique, mais le commissaire de police de Mouscron l'en empêcha à deux reprises différentes et la conférence n'eut pas lieu.

Trois pères de famille de Croix (Nord) se sont plaints d'avoir reçu à domicile, dit M. Clément, un prospectus qui les invitait à assister à une conférence démonstra-tive; ils ont demandé des dommages et intérêts, en se fondant sur ce que c'est une injure que d'adresser à

une personne un pareil prospectus qui peut tomber sous les yeux des enfants. Le tribunal de Lille a condamné le cabaretier de Roubaix à payer à chacun des demandeurs cent francs de dommages et intérêts, ainsi qu'aux dépens (6 juin 1907).

Déjà le tribunal de la Seine avait condamné à 500 francs de dommages et intérêts envers plusieurs pères de famille, un éditeur qui, acquitté aux Assises pour la publication d'un livre intitulé : « *Amour et sécurité* » avait adressé à des enfants mineurs, des prospectus pour leur recommander cette obscénité. Le tribunal avait constaté (1^{er} juillet 1896) comme celui de Lille qu'il y avait à la fois injure à l'égard du destinataire et péril moral pour sa famille.

M. Clément signale encore la part que prennent les instituteurs au mouvement néomalthusien, en insérant dans leur journal, la « Revue de l'Enseignement primaire » (17 mai 1908) certaines considérations sur notre faible natalité. « Au fond bonne ou mauvaise, la limitation du nombre des naissances est une des formes de la prévoyance. Les pays les plus arriérés ont toujours été les plus prolifiques, les nations les plus éduquées le sont de moins en moins ».

Mais ce qui semble encore plus inquiétant, c'est que la propagande Néomalthusienne vient bien souvent d'Allemagne. Un allemand, nommé Kœnig, a créé à Heilbronn, un « *Centre pédagogique international* » et a publié un manifeste où il recommande à ses adhérents de jouir de la vie en égoïste; il a envoyé sa pro- a-

gande aux instituteurs français et plus de cinq cents instituteurs et institutrices lui ont répondu.

« Cette intervention d'un allemand, en vue de combattre la natalité française, pourrait expliquer bien des choses ; on ne doit plus s'étonner si les malthusiens peuvent faire les frais d'une propagande intense, si leurs affiches ont des dimensions énormes et si leurs propagandistes sont si largement pourvus de ce que l'on appelle vulgairement *le nerf de la guerre*. »

Si la police correctionnelle a déjà condamné quelques néomalthusiens, nous espérons bien qu'elle ne se bornera pas à ces quelques exemples. Il nous semble aussi que c'est elle qui devrait être chargée de punir les avortements.

Le professeur Bossi de Genes, dans le rapport qu'il fit à la Société Obstétricale de France a longuement parlé des remèdes contre l'avortement.

Remèdes moraux tout d'abord, remèdes philosophique et patriotique, qui lui semblent ne pas pouvoir prévaloir sur l'égoïsme personnel et être par conséquent inefficaces.

Remèdes sociaux qui seront déjà plus actifs. Ils auront pour but, dit M. Bossi, de provoquer des lois plus protectrices de la femme, et principalement celle qui permettra la recherche de la paternité. Il est facile de comprendre comment les femmes trompées dans leurs espérances d'union durable, sont excitées à l'avortement par la considération que leur enfant n'aura pas de père. En améliorant les conditions économiques des pauvres, et d'une certaine classe moyenne qui bien sou-

veut est plus malheureuse que le véritable pauvre, nous ôterons une des origines, et la plus légitime, de l'avortement criminel.

Le rétablissement des Tours paraît aussi, à certains auteurs, un moyen de remédier à la moindre natalité.

L'œuvre de Saint-Vincent-de-Paul date de 1663 et s'il prit sous sa tutelle les enfants trouvés de Paris, c'est parce que ces malheureux dont le nombre était relativement considérable, étaient ramassés par des gueux qui en faisaient des mendiants et qui souvent les estropiaient en vue de les rendre plus propres à apitoyer les passants.

Mais le nombre des pensionnaires augmenta rapidement avec les années et en 1784, Necker estimait à 40.000 le nombre des enfants trouvés. Dans son mémoire, où il exposait cette statistique, il disait : « Sa Majesté a remarqué que le nombre des enfants exposés augmentait tous les jours et que la plupart provenaient d'unions légitimes ; de manière que les hospices, institués dans le principe pour prévenir les crimes, deviennent des dépôts favorables à l'indifférence criminelle des parents. »

En rétablissant ce genre d'Hospices, nous craindrions donc de voir ces mêmes faits se reproduire et il nous semble plus juste que l'Etat vienne en aide aux familles nombreuses et sévisse contre l'avortement.

De nombreux médecins sont aujourd'hui d'accord pour trouver trop rigoureux l'article 317 du Code pénal que voici :

« Quiconque par aliments, breuvages, médicaments,

violences ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

« La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

« Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps dans le cas où l'avortement aurait lieu. »

Or, l'avortement est soumis à la Cour d'Assises et le jury est bien souvent effrayé de la pénalité qui va suivre son verdict affirmatif, s'il s'agit par exemple d'une pauvre fille, déjà mère d'un ou de deux enfants.

Il nous semblerait donc plus juste de voir l'avortement être déféré en police correctionnelle, au lieu de relever de la Cour d'assises. L'article 317 doit donc être modifié.

Aux peines afflictives et infamantes qu'il prononce, on doit substituer, dit le docteur Georges Bertillon, la peine d'emprisonnement comme pour les délits simples, mais en laissant dans son échelle une marge suffisamment ample pour permettre au juge de proportionner la sanction, à la gravité du cas qui lui est soumis et selon les circonstances. L'amende infligée doit aussi varier entre des limites très éloignées, et selon la situation des coupables.

L'article 463 sur les circonstances atténuantes, permettra de réduire la peine à la plus minime mesure pour les cas peu graves, et enfin l'admirable loi Béranger l'atténuera encore jusqu'à l'effacer, pour toutes ces jeunes filles victimes de séducteurs et qui, désespérées, pour échapper à la misère et à la honte, recourront à l'avortement.

Au contraire, les juges pourront appliquer la loi dans toute sa rigueur aux professionnels de l'avortement, à ces maris qui poussent leurs épouses à l'avortement et aux récidivistes qu'un premier avertissement n'a pas corrigés.

L'article 317 du Code pénal pourrait donc être modifié comme il suit :

SERONT PUNIS D'UN EMPRISONNEMENT DE SIX MOIS A CINQ ANS ET D'UNE AMENDE DE 100 A 5.000 FRANCS OU DE L'UNE DE CES PEINES SEULEMENT.

« QUICONQUE, PAR ALIMENTS, BREUVAGES, MÉDICAMENTS, OU PAR TOUT AUTRE MOYEN, AURA PROCURÉ OU TENTÉ DE PROCURER L'AVORTEMENT D'UNE FEMME ENCEINTE, SOIT QU'ELLE Y AIT CONSENTI OU NON, LAQUELLE TENDANCE MANIFESTÉE PAR UN COMMENCEMENT D'EXÉCUTION N'A MANQUÉ DE PRODUIRE SON EFFET QUE PAR DES CIRCSNSTANCES INDÉPENDANTES DE LA VOLONTÉ DE L'AUTEUR.

LA MÊME PEINE SEPA PRONONCÉE CONTRE LA FEMME QUI SE SERA PROCURÉ L'AVORTEMENT A ELLE-MÊME OU AURA TENTÉ DE SE PROCURER L'AVORTEMENT, LAQUELLE TENTATIVE, MANIFESTÉE PAR UN COMMENCEMENT D'EXÉCUTION N'A MANQUÉ DE PRODUIRE SON EFFET QUE PAR DES CIRCONSTANCES INDÉPENDANTES DE LA VOLONTÉ DE SON AUTEUR.

Le Dr Georges Bertillon fait bien remarquer que la *tentative d'avortement* sera ici punie par la loi, ce qui n'a pas lieu par l'application de l'article 317.

Il ne reste plus alors qu'à demander à l'Etat, la création d'une police spéciale qui aura pour mission de rechercher les avorteuses et avorteurs.

Certains médecins ont voulu voir dans la déclaration obligatoire de la fausse couche un moyen d'obvier à l'avortement. Il est possible que cette raison soit bonne, mais qu'alors, comme pour les maladies contagieuses, la déclaration en soit confiée à la malade ou à sa famille sans responsabilité médicale. Sinon, il n'existe plus de secret professionnel.

Enfin certains médecins ont encore proposé l'inspection des maisons d'accouchement où une visite médicale serait vite éclairée sur la nature des affections que l'on y traite.

Mais surtout, nous avons vu tous nos Maîtres s'élever avec indignation contre la loi qui fait de l'accoucheur, du médecin, le complice de l'avorteur. M. Bonnaire n'a pas craint de provoquer l'intervention de la haute Administration de l'Assistance publique, dit M. Doleris, et d'exposer les faits qui lui apparaissaient, graves au point de vue légal et cependant, au regard de la loi, mettant la conscience du médecin dans une perplexité des plus pénibles.

Il est interdit de signaler les faits, nous devons ignorer les coupables, même s'il y a mort de la victime complice. On va jusqu'à interdire l'intervention de tout médecin ou agent légal aux autopsies, car nous avons

qualité de médecins de l'état-civil en même temps que de médecins traitants; ce qui fait que cette dernière qualité nous interdit, en vertu du secret professionnel, d'agir *ès-qualité* de la première. Le refus du permis d'inhumér ne modifierait par la situation qui nous est faite, prétend-on, et ne nous dispenserait pas de prodéder nous-mêmes à une autopsie que nous devons tenir forcément secrète.

« Si le prologue s'est joué au dehors, dit M. Dolèris c'est à nous qu'on réserve l'acte final du drame. »

Disons, nous aussi, en terminant, qu'il est grand temps que les pouvoirs publics s'intéressent à la question de la dépopulation.

Le péril nous semble menaçant et lorsque l'on considère les statistiques que nous avons reproduites en débutant, peut-on ne pas considérer comme un symptôme de décadence, les 20.000 décès que l'année 1907 marque en plus des naissances.

Nous ne pensons pourtant pas qu'il faille désespérer. Si l'Etat veut prendre des mesures contre l'avortement, si l'Etat veut remettre en honneur la famille nombreuse, il le peut. Si la nation entière est instruite du péril que court notre patrie, toute la nation concourra à la défendre. L'esprit français n'est pas mort; il s'est endormi dans le bien-être : il importe de le faire sortir au plus vite de sa torpeur; nous ne sommes pas les premiers à répéter le cri d'alarme que Mirabeau poussait au milieu du XVIII^e siècle.

L'intelligence du peuple s'est développée; la majo-

rité de la population peut comprendre qu'il s'agit des plus hauts intérêts du pays. Le relèvement de la natalité nous semble être actuellement entre les mains du législateur.

Grâce à lui, grâce à la sollicitude des gouvernants, le pays se repeuplera et reprendra dans l'Histoire du Monde, la place à laquelle la France a droit, le rang qu'Elle n'aurait jamais dû quitter.

CONCLUSIONS

1^{re} PARTIE

La population Française n'a cessé de s'accroître depuis l'origine de notre Histoire.

Mais depuis une centaine d'années, elle augmente de moins en moins ; l'année 1907 nous a montré un nombre de décès supérieur au nombre des naissances et depuis 1906 elle tend à décroître.

L'étude de la démographie comparée nous a permis de nous rendre compte du développement des autres Etats Européens pendant que la France reste presque stationnaire.

Cette tendance à la dépopulation n'est pas due à une augmentation de la mortalité, ni à un moindre nombre de mariages, mais à une diminution de la natalité.

En recherchant les causes de cette procréation limitée, nous avons été conduit à admettre qu'elles étaient d'origine sociale, encouragées par les Néomalthusiens qui conseillent la prudence procréatrice et l'avortement criminel.

2. PARTIE

L'avortement a succédé à l'infanticide dans l'évolution des peuples, par suite des progrès de la civilisation.

Pour la France, comme pour l'Empire Romain, la fréquence des avortements semble annoncer une période de décadence.

Les statistiques hospitalières nous montrent que le nombre des femmes en mal d'avortement augmente d'année en année dans les maternités et dans tous les services de chirurgie des hopitaux.

Ce nombre de cas constatés dans les hopitaux nous a semblé peu considérable par rapport au nombre des avortements soignés en ville.

Nous avons conclu à 100.000 avortements par an à Paris, pensant bien rester encore au-dessous de la vérité.

3. PARTIE

Les remèdes contre la dépopulation doivent prendre pour base les causes, que nous avons admis, être d'origine sociale, savoir : l'amour de l'argent, du luxe et du bien-être.

L'impôt nous semble le seul remède efficace.

Nous avons donc proposé :

L'impôt sur le célibat.

L'impôt sur les ménages sans enfants.

L'impôt sur les ménages n'ayant qu'un ou deux enfants.

Nous admettons que les trois enfants par ménage doivent être la règle, le minimum et nous proposons de dégrèver les familles plus nombreuses et de leur accorder des primes proportionnelles à leur nombre d'enfants, lorsque ces familles sont nécessiteuses.

Les remèdes contre les théories Néomalthusiennes ont déjà reçu un commencement d'exécution ; le tribunal de police correctionnelle les a condamnés.

En ce qui concerne l'avortement criminel nous proposons de déférer les coupables devant le tribunal de police correctionnelle qui punira, non seulement l'avortement, mais encore la tentative d'avortement.

Vu : Le Président de Thèse,
RIBEMONT-DESSAIGNES.

Vu : Le Doyen,
LANDOUZY.

Vu et permis d'Imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

D'AGUESSEAU. — Œuvres, tome V. Paris, 1767.

D'ANGEVILLE. — Essai sur la Statistique de la population française. Bourg, 1836.

BERNARD. — Dépopulation.

BERTILLON-D^r GEORGES. — L'avortement au point de vue médico-social. Paris, 1910.

BERTILLON-D^r JACQUES. — Le problème de la dépopulation.
Paris, 1897.

— De la population en France. Nancy, 1896.

— L'Alcoolisme. Paris, 1904.

— Eléments de démographie.

— La Statistique humaine.

BOSSI (D^r L.-M.). — Des moyens de ramédier à la fréquence de l'avortement criminel. — Société obstétricale de France, 1908.

BURLUREAUX (D^r). — Revue hebdomadaire. 22 mai 1909.

CAUDERLIER. — Les Lois de la Population. Paris, 1903.

CLÉMENT HENRY. — La Dépopulation en France. Paris 1903.

— — — — — 1910.

DES CILLEULS. — Etudes sur la population Française avant le XIX^e siècle. Paris, 1895.

— La population.

- CORRE (D^r). — La Mère et l'Enfant dans les races humaines.
- DEBURY ROGER. — Un pays de célibataires et de fils uniques. —
I vol., 1896.
- DÉSORMÉAUX (D^r). — L'avortement. Paris, 1905.
- DOLERIS (D^r). — Statistique sur l'avortement. Paris, 1905.
- DROUINEAU (D^r). — Revue philanthropique. Juin, 1907.
- DUMONT ARSÈNE. — Dépopulation et civilisation.
— Natalité et Démocratie. 1901.
- FOVILLE (de). — Journal de l'Opinion. 22 août 1908.
— L'Économiste Français. 4 et 11 juillet 1908.
- FRARY RAOUL. — Le péril national. I vol., 1881.
- FUSTEL DE COULANGES. — La Cité antique.
- GARNIER JOSEPH. — Du principe de population.
- GONNARD RENÉ. — La dépopulation en France.
- GRAD CHARLES. — Le peuple allemand, ses forces, ses ressources.
1886.
- GUILLEMIN. — De la protection des enfants du premier âge. 1901.
- GIDE. — Les conséquences économiques de la dénatalité. 1910.
- GALLIOT. — Recherches historiques sur l'avortement. Thèse de
Lyon, 1881.
- GIRAUD-TEULON. — Les origines de la famille. 1882.
- HELME (D^r). — Presse médicale. 25 Décembre 1909.
- JAVAL (D^r E.). — Controverse sur le Néomalthusianisme.
- JULLIEN (D^r). — Prophylaxie anticonceptionnelle.
— Société de prophylaxie sanitaire et morale.
11 janvier 1909.
- LEPAGE ED.. — Avortée. Paris 1907.
- LEGRAIN (D^r). — Dégénérescence sociale et alcoolisme. 1895.
- LEROY-ALLAIS. (Mme). — Une Campagne criminelle. Paris 1910.
- LE PLAY. — La Réforme Sociale en France.
— Les ouvriers Européens.
— L'organisation de la Famille.
- LÉROY-BEAULIEU. — L'Économiste Français. 5 septembre 1908.
- LEVASSEUR. — La population Française. 3 vol., 1899-1892.
- MARSCH L. — Rapport sur les causes professionnelles de la dépopulation. 1905.
- MIRABEAU. — L'ami des Hommes. 1754.
- MÉLINE. — Le retour à la terre.

- MOMMSEN. — Histoire romaine. t. IV.
MALTHUS. — Essai sur le principe de population.
MAISONNEUVE. — Essai sur la dépopulation.
MOUGEOT. — Rapport général. 1907.
MULLER. — Histoire grecque.
NITTI. — La Population et le Système social.
NADAILLAC (DE). — L'Affaiblissement de la natalité en France.
1886.
PINARD (Pr). — Discussion sur la propylaxie anticonceptionnelle.
— La Société de prophylaxie. 16 juin 1909.
PRÉVOST-PARADOL. — La France nouvelle. 1868.
PIOT-EDME. — La Dépopulation. 1900.
— La question de la dépopulation en France.
RAISIN. — Thèse de Montpellier.
ROMMEL (Dr). — Au pays de la Revanche. Janvier 1886.
ROUYER. — Etude médicale sur l'ancienne Rome. 1859.
SALOMON (Dr). — L'alcool et la Dépopulation. 1894.
STRAUSS. — Depopulation et puériculture. 1901.
Statistique générale de la France.
Statistique municipale de la ville de Paris.
Statistique internationale.
TARDIEU. — Etude médico-légale sur l'avortement.
THÉRY ED. — L'économiste Français. Janvier 1902.



